

PROCHE-ORIENT

Iran

Le président Bani Sadr obtient la libération du ministre incarcéré à la demande des « étudiants islamiques »

De notre envoyé spécial

Téhéran. — L'élection d'un président de la République à une forte majorité, son investiture par l'Assemblée nationale, les appels répétés de celui-ci à l'unité autour du chef de l'Etat, n'ont empêché ni le ministre de l'Intérieur, M. Hassan Mousavi, ni le ministre de la Justice, M. Hassan Mousavi, d'être arrêtés en pleine nuit, deux heures après que les « étudiants islamiques » aient accusé d'intelligence avec l'ennemi le ministre de l'Intérieur, M. Hassan Mousavi, et le ministre de la Justice, M. Hassan Mousavi.

Les « étudiants islamiques » avaient bien lu, mardi soir, devant les caméras de la télévision, les documents publiés dans les archives de l'ambassade américaine qui incriminaient le ministre de l'Intérieur, M. Hassan Mousavi, mais, contrairement à leurs habitudes, ils ont refusé cette fois-ci de livrer à la presse la photothèque

de ces documents. Le procureur général, M. Hassan Mousavi, a été arrêté mercredi soir à la demande des « étudiants islamiques ». L'agence officielle Para, qui fonctionnait sous la supervision de M. Mousavi, a diffusé une longue déclaration de celui-ci, rectifiée vraisemblablement quelques minutes avant son arrestation. Le ministre se défend contre des accusations dont il n'a eu connaissance que parce qu'il avait eu la « chance » de se trouver devant son poste de télévision. Il proteste de sa bonne foi, évoquant son passé de résistant au régime du chah. Ancien membre d'un comité iranien pour la défense des droits de l'homme, il admet avoir eu des contacts avec des membres du Congrès et de l'Assemblée nationale.

Téhéran, mais, précise-t-il, il n'avait pas pour autant « pactisé avec l'ennemi ». Ses conversations politiques avec et après la révolution, soutient-il encore, avaient été conduites avec la connaissance des membres du « clergé militant ». Le climat des relations irano-américaines a été, dit-il, « très tendu » aujourd'hui, fait-il remarquer, on ne peut pas lui reprocher de contacts qu'il a eus avec les représentants des Etats-Unis. Les rapports établis par ces derniers sur son compte ne reflètent que leurs propres opinions et fautes ou déformations. M. Mousavi n'a pu empêcher le « clergé militant » de dénoncer une partie du clergé et de la communauté de la « désaffection ». A une exception près, celle de leur « assureur », jusqu'à présent, les livres sont aux ordres, notamment pour dénoncer des formations mafieuses, violentes en eux, le fer de lance de leur propagande anti-américaine. Les « étudiants » tirent profit, en outre, de l'indifférence que leur dénonce une partie du clergé et de la communauté de la « désaffection ». A une exception près, celle de leur « assureur », jusqu'à présent, les livres sont aux ordres, notamment pour dénoncer des formations mafieuses, violentes en eux, le fer de lance de leur propagande anti-américaine.

La révolution permanente

Malgré leur isolement grandissant, les « étudiants islamiques » continuent à bénéficier de soutiens politiques ou militaires. Ils sont figures, dans une partie de l'opinion, de démentis de la parole révolutionnaire. Les partis de gauche, à l'exception des formations mafieuses, violentes en eux, le fer de lance de leur propagande anti-américaine. Les « étudiants » tirent profit, en outre, de l'indifférence que leur dénonce une partie du clergé et de la communauté de la « désaffection ». A une exception près, celle de leur « assureur », jusqu'à présent, les livres sont aux ordres, notamment pour dénoncer des formations mafieuses, violentes en eux, le fer de lance de leur propagande anti-américaine.

Cette discrimination s'explique par la présence à la tête du régime d'un « clergé militant ». Le climat des relations irano-américaines a été, dit-il, « très tendu » aujourd'hui, fait-il remarquer, on ne peut pas lui reprocher de contacts qu'il a eus avec les représentants des Etats-Unis. Les rapports établis par ces derniers sur son compte ne reflètent que leurs propres opinions et fautes ou déformations. M. Mousavi n'a pu empêcher le « clergé militant » de dénoncer une partie du clergé et de la communauté de la « désaffection ». A une exception près, celle de leur « assureur », jusqu'à présent, les livres sont aux ordres, notamment pour dénoncer des formations mafieuses, violentes en eux, le fer de lance de leur propagande anti-américaine.

« ON PEUT DIRE QUE NOTRE PAYS EST LA PRISON DU CHAH », déclare le ministre panaméen des affaires étrangères.

Panama (Reuters). — M. Carlos Ocasio, ministre des affaires étrangères du Panama, a déclaré mercredi à l'Assemblée nationale qu'il ne pouvait pas quitter le territoire panaméen.

M. Ocasio avait été pris de courroux des informations en provenance de Téhéran selon lesquelles le régime iranien avait arrêté le ministre panaméen, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio.

M. Ocasio avait été pris de courroux des informations en provenance de Téhéran selon lesquelles le régime iranien avait arrêté le ministre panaméen, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio.

M. Ocasio avait été pris de courroux des informations en provenance de Téhéran selon lesquelles le régime iranien avait arrêté le ministre panaméen, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio.

M. Ocasio avait été pris de courroux des informations en provenance de Téhéran selon lesquelles le régime iranien avait arrêté le ministre panaméen, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio, et le ministre des affaires étrangères du Panama, M. Carlos Ocasio.

Liban

L'annonce du retrait des troupes syriennes de Beyrouth Une relève par l'armée libanaise paraît difficile

De notre correspondant

Beyrouth. — Le gouvernement libanais a confié à l'armée nationale la tâche de combler tout vide dans la zone de sécurité à Beyrouth après le retrait des troupes syriennes qui serait prévu pour le lundi 11 février. Rien n'est cependant réglé, les alliés de la Syrie au sein du Mouvement national (progressiste) n'ayant pas encore accepté le déploiement de l'armée dans leur secteur.

Bien que le gouvernement semble plus ferme qu'à l'habitude dans sa résolution, le problème reste donc posé de savoir s'il lui sera possible de passer aux actes, ses décisions étant souvent restées lettre morte par le passé. C'est mardi que le mouvement national allié à la Syrie et à la résistance palestinienne avait annoncé dans un communiqué son refus de voir les forces syriennes remplacées par l'armée libanaise, tout en soulignant qu'il était prêt à coopérer avec les forces de sécurité intérieure pour la sauvegarde et le fonctionnement des institutions publiques. Cette prise de position officielle n'empêche pas le principal leader progressiste, M. Walid Joumblatt, d'être favorable à la prise en charge des secteurs progressistes par l'armée. Le Bassa prattien est encore plus ouvert.

JÉRUSALEM : vigilance sans alarmisme...

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens sont dans l'expectative. « Vigilance » : c'est le mot qui revient le plus souvent dans les commentaires de la presse et des milieux politiques à Jérusalem pour résumer leur attitude à propos du retrait des forces syriennes de

Beyrouth. Pour le moment, les dirigeants israéliens ne semblent pas vouloir exagérer les risques d'une aggravation de la situation, alors qu'en d'autres occasions, dans le passé, ils ont été souvent prompts à tenir des propos alarmistes en se référant à la dernière date remontant au 14 janvier — au gouvernement Damas.

L'armée israélienne cependant tient compte des événements au Liban. A la fin de la semaine dernière, tandis que les troupes syriennes commençaient leur repli, le ministre de la Défense, M. Moshe Weizman, a déclaré dans une interview à la presse que les « dispositions nécessaires » avaient été prises à la frontière libanaise.

Les experts militaires et politiques israéliens examinent les analyses récentes faites à Washington sur le retrait syrien qui aurait été élaboré entre Damas et Moscou, lors du dernier voyage de M. Gromyko en Syrie. Le retrait syrien aurait pour but de provoquer une nouvelle crise grave au Liban afin de détourner l'attention internationale après l'intervention soviétique en Afghanistan. Accessoirement, cette opération pourrait avoir pour effet de créer des difficultés dans les relations israélo-syriennes au moment de la « normalisation ». Ce jeudi 7 février, la presse israélienne a relevé les propos du secrétaire américain à la Défense, M. Harold Brown, qui a déclaré qu'il y aurait des risques de tension entre Israël et la Syrie au cas où les combats reprendraient à Beyrouth et dans le sud du Liban, après le retrait des forces de Damas. Au cas où les milieux chrétiens à Beyrouth et dans le sud du Liban seraient à nouveau menacés, il apparaît que les troupes israéliennes devraient intervenir en engagement à leur égard, comme il l'avait fait lors des affrontements avec les troupes syriennes à Beyrouth. De toute manière, une recrudescence de la tension au Sud-Liban sous-tendrait l'armée israélienne à renforcer ses positions aux troupes du commandement israélien dans les zones chrétiennes, le long de la frontière.

FRANCIS CORNU.

AUX AUK IRIANIENS RÉSIDANT EN FRANCE

A l'occasion du 15^e anniversaire de l'Hégira et du premier anniversaire de la Révolution iranienne, une cérémonie d'action de grâce aura lieu au Foyer SONACOTRA, 41, rue Robespierre, Boulogne (92) le mardi 10 février 1980, à 10 heures, et le mardi 21 février 1980, à 18 heures. Et l'après-midi, de 18 heures à 20 heures, une réception sera donnée pour la même occasion, dans les locaux de l'Ambassade, 4, avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

CE MOIS-CI ACTUEL EST ALLÉ DE LA TERRE À LA LUNE EN 1 SECONDE.

ACTUEL

le magazine des années 80

FÉVRIER 1980 EN VENTE PARTOUT 10 F. N°4

Avis financiers des sociétés

Des économies actives.

9,00% à 12,00%

COMPTES À TERME, 1 AN, PLAN À REVENUS PROGRESSIFS, 2 ANS.

La Sobi, banque de crédit à long et moyen terme, propose depuis près d'un quart de siècle, en France et dans 60 pays, cinq formules de placement de 3 à 12 ans, par tranches de 5 000 francs, à des taux d'intérêt allant de 9,00 % à 12,00 %, taux de rendement actuariel brut.

Ces rendements élevés de votre épargne ont la solidité de la pierre et de la terre : la Sobi accorde, après une sélection rigoureuse, des prêts à long terme pour l'investissement immobilier des entreprises et pour l'achat, par les particuliers, de résidences principales ou secondaires.

Un bon placement commence par une bonne information. Demandez le Dossier Epargne Sobi.

A titre d'exemple, voici l'un des cinq placements proposés.

I. le compte à terme Sobi.

Un rendement régulier. Un capital disponible au bout de 3 ans.

durée : 3 à 10 ans.

intérêt : 9,00 % à 11,20 % (taux de rendement actuariel brut), suivant la durée.

paiement des intérêts : par trimestre ou par année échus.

remboursement du capital : possible dès la fin de la 3^e année.

Sobi. La banque de votre épargne.

Inscrivez sur la liste des banques sous le n° LBM 7.

Affiliée au Groupe Paluel-Marmont, à la Barclays Bank, à la Landesbank Rheinland Pfalz et à la Société Bancaire de Paris.

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez m'adresser, sans engagement, le Dossier Epargne Sobi.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, boulevard d'Italie

B.P. 31/961 A

MONTE-CARLO

(Principauté de Monaco)

après inventaire

des prix des prix des prix!

sur

TAPIS

de

CHINE ET ORIENT

véritables

Les Lisses de France

PARIS 8^e

98 bd Haussmann

522 88 25

VELIZY-2

magasin 135 - 946 28 36

DEVANT LA PRESSE DIPLOMATIQUE

M. Couve de Murville : « L'affaire des armements nucléaires en Europe est plus dangereuse que celle d'Afghanistan »

M. Couve de Murville trouve « normal » que le gouvernement français ait condamné « au nom des principes » l'intervention soviétique en Afghanistan et « l'ajoute » qu'il demande qu'elle cesse le plus tôt possible. Il regrette cependant que cette condamnation n'ait pas été prononcée plus tôt.

Répondant mercredi 6 février aux questions de l'association de la presse diplomatique, l'ancien ministre des affaires étrangères et premier ministre du général de Gaulle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, ajoute :

« Pour le reste, le question est de savoir si on tire les mêmes conséquences que les États-Unis. (...) C'est-à-dire, d'une part, des sanctions, et, d'autre part, l'annonce d'un effort considérable de réarmement. Est-ce que la France doit tirer les mêmes conséquences. Je pense que ce qui est normal pour la France est de ne pas jouer les médiateurs. Ce n'est pas la peine de parler en guerre en disant qu'on ne voit pas qu'on voit, qu'il y a eu un armement ou de venir de l'autre ».

« Le fond du problème », selon l'ancien ministre, est de savoir si l'on envisage un retour à une guerre froide ou « un retour à des relations normales et progressives » entre les pays de l'Est et de l'Ouest. Il poursuit : « C'est en fonction du second que l'on envisage une alternative que le communiqué franco-allemand s'est prononcé, et je pense que c'est le bon sens ».

« Jusqu'en décembre dernier, poursuit M. Couve de Murville, l'état du monde n'était ni de ce qui s'est passé en mai 1979 à Moscou entre Nixon et Brejnev (...) la conclusion est que l'on sort d'un traité de paix sur la base d'un équilibre des armements : l'accord SALT. On est convenu qu'on était d'accord à ne pas se faire la guerre (...) et que les armements devaient être équilibrés dans une espèce d'incertitude générale ».

« Depuis ce moment-là, un événement très important est intervenu, qui nous a tous choqués : c'est l'affaire des armements nucléaires en Europe. S'il y a un risque de conflit, ce n'est pas du tout la cause de l'Afghanistan, c'est la cause de ce que c'est une affaire qui pourrait remettre en cause la base de la paix russo-américaine, fondée sur l'équilibre des forces ».

« Les Américains ont découvert, et nous aussi à leur suite, que les Russes ont la supériorité sur les fusées SS-20 par rapport à nous. Les Russes, en contrepartie, disent que la réponse américaine, c'est de développer des missiles chez leurs alliés européens, est une agression implicite contre eux, parce que ces missiles peuvent atteindre le territoire soviétique et en particulier toutes les bases stratégiques nucléaires dirigées vers les États-Unis, sans que de leur côté, nous des armes nucléaires, les Soviétiques puissent atteindre le territoire américain. C'est ce qui est en cause aujourd'hui et qui est à la base de la guerre et de la paix ».

« On a le temps de négocier »

M. Couve de Murville estime qu'une négociation est possible pour rétablir une « situation d'équilibre ». C'est ce qu'il attend pour un jour ou l'autre, dit-il.

M. Couve de Murville, même si les Soviétiques disent qu'ils n'en ont pas besoin, car les SS-20 existent dans les Pershing existaient pas (...). Il est sûr de lui : les Soviétiques ont des SS-20 depuis 1959. On a le temps de négocier.

On n'a pas le temps de négocier, car les SS-20 existent depuis 1959. On a le temps de négocier, car les SS-20 existent depuis 1959. On a le temps de négocier, car les SS-20 existent depuis 1959.

A travers le monde

Brésil

■ **DECOUVERTE D'UN CHARNIER.** — Douze cadavres criblés de balles et portant des marques de torture ont été découverts les 6 et 7 février dans la banlieue de Rio de Janeiro. Le radio et la télévision attribuent ces assassinats à l'« Escadron rouge », généralement considéré comme une organisation composée de policiers. — (A.F.P.)

Chili

■ **PLUSIEURS CENTAINES DE PRISONNIERS SE SONT MUTINÉS.** Le matin du 6 février, à la prison centrale de Santiago, la révolte a eu lieu. Les détenus ont pris le contrôle de la prison et ont fait évacuer les soldats. Les autorités ont tenté de reprendre le contrôle de la prison, mais ont été repoussés. Les détenus ont exigé la libération des prisonniers politiques et la fin de la répression. — (A.F.P.)

Colombie

■ **UN PARLEMENTAIRE CONSERVATEUR A ÉTÉ ASSASSINÉ** le 6 février à Bogotá. M. Joaquín Motta a été tué de trois balles de pistolet. Les autorités ignorent le motif du crime. Le dernier assassinat politique en Colombie, celui d'un ancien ministre de l'intérieur, Rafael Ángel, avait été commis en 1978. — (A.F.P.)

Cuba

■ **VISITE DU SECRÉTAIRE DU P.C. PORTUGAIS.** — M. Álvaro Cunhal, en visite officielle à La Havane, a été reçu par le chef de l'État cubain, ont dans un communiqué. M. Cunhal a publié le mercredi 6 février, « l'Unité » éditorial sur « l'impérialisme et la réaction internationale » qui tentent de renverser le régime à l'époque de la guerre froide ». — (A.F.P.)

■ **LA COMMISSION MIXTE FRANCO-CUBAINE** pour la coopération culturelle scientifique et technique est venue à La Havane jusqu'au vendredi 6 février. Elle discutera de la coopération en matière de télévision et le développement de l'enseignement du français dans l'île. — (A.F.P.)

■ **L'ÉTAT D'URGENCE A ÉTÉ DÉCLARÉ À GUZCO** le mercredi 6 février. L'armée a pris le contrôle de cette région méridionale à la suite d'une grève de policiers. — (A.F.P.)

base d'un équilibre des armements : l'accord SALT. On est convenu qu'on était d'accord à ne pas se faire la guerre (...) et que les armements devaient être équilibrés dans une espèce d'incertitude générale ».

« Depuis ce moment-là, un événement très important est intervenu, qui nous a tous choqués : c'est l'affaire des armements nucléaires en Europe. S'il y a un risque de conflit, ce n'est pas du tout la cause de l'Afghanistan, c'est la cause de ce que c'est une affaire qui pourrait remettre en cause la base de la paix russo-américaine, fondée sur l'équilibre des forces ».

« Les Américains ont découvert, et nous aussi à leur suite, que les Russes ont la supériorité sur les fusées SS-20 par rapport à nous. Les Russes, en contrepartie, disent que la réponse américaine, c'est de développer des missiles chez leurs alliés européens, est une agression implicite contre eux, parce que ces missiles peuvent atteindre le territoire soviétique et en particulier toutes les bases stratégiques nucléaires dirigées vers les États-Unis, sans que de leur côté, nous des armes nucléaires, les Soviétiques puissent atteindre le territoire américain. C'est ce qui est en cause aujourd'hui et qui est à la base de la guerre et de la paix ».

« On a le temps de négocier »

M. Couve de Murville estime qu'une négociation est possible pour rétablir une « situation d'équilibre ». C'est ce qu'il attend pour un jour ou l'autre, dit-il.

M. Couve de Murville, même si les Soviétiques disent qu'ils n'en ont pas besoin, car les SS-20 existent dans les Pershing existaient pas (...). Il est sûr de lui : les Soviétiques ont des SS-20 depuis 1959. On a le temps de négocier.

On n'a pas le temps de négocier, car les SS-20 existent depuis 1959. On a le temps de négocier, car les SS-20 existent depuis 1959.

EUROPE

Pologne

■ **M. GIEREK REND HOMMAGE À M. GOMULKA POUR SON APPORT « CRÉATEUR » AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS**

Varsovie (A.F.P.). — Les dirigeants polonais ont rendu un vibrant hommage à la personne et à l'activité de l'ancien dirigeant du pays, M. Wincenty Gomułka, à l'occasion de son anniversaire.

Suisse

■ **ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADEUR DE TURQUIE À BERNE**

L'ambassadeur de Turquie à Berne, M. Dogan Turkmen, a été l'objet d'un attentat mercredi 6 février, peu après 11 heures (heure locale). L'ambassadeur a été légèrement blessé dans sa voiture devant l'ambassade de Grande-Bretagne, par trois ou quatre coups de feu tirés d'une autre voiture (non dernière édition du 7 février).

La police bernoise a ouvert une enquête. Les auteurs de l'attentat ont pris la fuite. Cette action a été revendiquée par un « comité de soutien des justiciers du peuple armé » qui a téléphoné à l'A.F.P. à Paris.

Le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel, a exprimé à l'ambassadeur de Turquie à Berne « ses vives condoléances » et a affirmé que « les auteurs ne réussissent pas à réaliser leurs visées contre le monde turc et l'intégrité par tomber entre les mains de la justice ». — (A.F.P.)

La menace militaire soviétique sur l'Europe de l'ouest est-elle réelle ?

Oui, elle n'est plus seulement potentielle, elle pourrait même être imminente, répond Jean-Pierre Brulé dans le premier numéro d'Histoire Magazine.

HISTOIRE magazine

"J'ai été secrétaire de STALINE"

Interview exclusive de BORIS BAJANOV

N°1 À LIFE ABSOLUMENT

Dossier : L'URSS en question L'U.R.S.S. à la conquête du monde ? L'Empire soviétique va-t-il éclater ?

Pierre CHAUNU : la seule sorte d'Histoire Magazine

André CASTELLOT : le testament de Marie-Antoinette

Jacques SOUSTELLE : les sévices humains, autres Pourquoi ?

■ **L'armée soviétique à moins de 300 km de Strasbourg.** C'est un véritable torrent d'acier qui, à l'est, est prêt à déferler sur l'ouest. Aux 38 divisions blindées, 65 divisions mécanisées et aéroportées, 27 900 chars et 5 700 avions tactiques du Pacte de Varsovie, l'OTAN ne peut opposer que 14 divisions blindées, 50 divisions mécanisées, 11 300 chars et 3 313 avions tactiques. Devant cette impressionnante mobilisation des forces armées soviétiques, le monde s'interroge. Un article de Jean-Pierre Brulé dans le dossier "L'URSS en question" que publie Histoire Magazine.

■ **Jacques Soustelle explique les secrets des rites des Aztèques.** Les mystères rituels des Aztèques n'ont jamais été connus. Les Aztèques ont été vaincus par les Espagnols en 1519. Mais Jacques Soustelle a découvert les secrets de ces rites. Il a écrit un livre "Les Aztèques" qui a été traduit en français. Il a été publié par l'Éditions du Seuil.

■ **Pas de bibès, pas de retraite !** Si la dénatalité persiste, les dramatiques conséquences économiques et sociales d'une Europe de vieillards ne vont pas tarder à se faire sentir. Pierre Chaurin, l'un des plus grands démographes français tire la sonnette d'alarme dans une interview lucide et soûvernement documentée. Ce sujet dans Histoire Magazine.

■ **André Castelot : Marie-Antoinette accusée d'inceste.** Harcelé de questions étonnantes par la police révolutionnaire, un secret abrité par l'écrit qu'il a fait observer, accuse d'inceste sa mère. Tout cela paraît incroyable si nous ne nous souvenons pas que les jacobins approuvaient la déposition du dauphin. Ce sujet dans Histoire Magazine.

Histoire Magazine : pour mieux comprendre notre temps

HISTOIRE magazine

LE PLUS FORT TIRAGE AU SERVICE DE L'HISTOIRE

MENSUEL - 122 PAGES - 55 PAGES EN COULEURS - 10 F - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

175, av. Victor Hugo - 75016

3 pièces et 2 pièces avec parkings jardin privé.

Un petit immeuble de grand standing (sur une voie privée)

RENNEMENTS ET VENTE

SEGI MO 359.271 227.93.93

DÉFENSE

RÉUNION DE TRAVAIL A L'ÉLYSÉE

M. Giscard d'Estaing et les états-majors préparent les choix de la France pour la future panoplie nucléaire

M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé, ce jeudi 7 février, à l'Élysée, une réunion de travail sur l'état d'avancement des études concernant les choix éventuels des prochains systèmes d'armes de la force nationale de dissuasion nucléaire. Assistait notamment à cette réunion M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le général Guy Méry, chef d'état-major des armées, et le général Barthelemy de Montaudou, chef de l'état-major particulier de l'Élysée.

Depuis plusieurs mois, les états-majors en particulier l'état-major des armées, la délégation générale à l'armement, le commissariat à l'énergie atomique, le centre de prospective et d'évaluation du ministère de la défense et le secrétariat général de la défense nationale, tentent de définir les programmes ultérieurs de l'armement nucléaire : nouveaux modèles de sous-marins ou missiles stratégiques balistiques sol-sol moins vulnérables.

Il s'agit de mettre à l'étude des sous-marins d'un type nouveau, aux caractéristiques de plongée, de vitesse, de résistance et de bruit nettement améliorées par rapport à celles des sous-marins actuels et aux performances accrues, par la capacité de destruction, des armes nucléaires embarquées.

Pour la composante terrestre, le choix, pour succéder aux bombardiers Mirage IV, progressivement retirés du service après 1980, et aux missiles sol-sol du plateau d'Albion en Haute-Provence, tient en deux formules d'armement concurrentes ou complémentaires, selon le point de vue d'un seul en voir : un missile de croisière sous-marin et navigant à basse altitude pour déjouer les radars et déjouer les défenses aériennes, ou un missile sol-sol balistique léger et mobile, monté sur un camion.

Pour l'insister, les préférences des experts vont, au premier examen, à un missile balistique mobile qui devrait emprunter beaucoup à la technologie acquise avec la mise au point actuelle des missiles à tête

(Suite de la première page.)

Nous sommes naturellement convaincus de ce que le gouvernement et les responsables de nos armées ont, d'ores et déjà, pris la mesure des événements et étudié toutes les voies qui s'offrent à nous. Mais il est bien normal aussi que le Parlement assume les responsabilités qui sont les siennes et mûrit encore qu'il apporte, après en avoir connu et délibéré, le soutien des élus de la nation à l'action du président de la République et de son gouvernement.

Ce débat sur la défense doit donc comporter trois volets. L'un politique, l'autre technique et le troisième budgétaire et financier.

Des renoncements successifs

Le « politique » doit d'abord passer par une prise de conscience, car, depuis la fin des opérations d'Algérie, la France avait rejoint les problèmes militaires au second plan et consacré d'autres priorités. Néanmoins la gravité de la situation économique que personne ne songe à nier et qui ne peut d'ailleurs dissocier arbitrairement du contexte international, lui a dûment fait comprendre qu'il lui fallait d'abord consacrer à la défense une part de son effort.

Dans cette optique, le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, a récemment indiqué (le Monde du 19 janvier) que, si le gouvernement en décidait l'acquisition, les Indes françaises devaient en mesure de concevoir un engin « millarité » à moyenne ou longue portée, capable de détruire des cibles à l'extérieur du territoire national.

Le débat, en revanche, reste très ouvert, parmi les spécialistes, sur l'intérêt pour la France de se doter d'une arme à effet neutronique renforcée, autrement appelée bombe à neutrons, contre des agresseurs blindés. M. Bourges a récemment indiqué (le Monde du 19 janvier) que, si le gouvernement en décidait l'acquisition, les Indes françaises devaient en mesure de concevoir un engin « millarité » à moyenne ou longue portée, capable de détruire des cibles à l'extérieur du territoire national.

Pour quelle politique ?

renoncements réitérés des traités-rats, voilà au moins un enseignement de l'histoire que nous devons absolument prendre en compte. Il demeure, en effet, d'une brûlante actualité.

Le deuxième volet, plus technique, sera d'ordre militaire et stratégique.

Sans entrer dans les détails, on ne peut que constater que le rapport des forces en présence a notablement évolué. Personne ne peut nier que, pour un temps au moins, la protection américaine offerte à l'Europe occidentale, et sans pour autant en méconnaître l'importance, n'a plus la même crédibilité. Le poids des armements a constamment évolué en faveur de l'URSS et au détriment de l'Occident.

Comment ne pas être inquiet à la lecture du rapport annuel présenté par le ministre américain de la Défense, M. Brown, quand il écrit, en substance, que les Américains ne peuvent pas trop compter sur leurs vieux amis européens fatigués, qui seraient bien avisés de consentir davantage à la défense de l'Europe proprement dite ? D'ailleurs, les récentes propos de M. Kissinger sont allés dans le même sens.

On ne peut que constater aussi qu'il n'y a pas, ou pas encore, de consensus véritable entre les Européens en ce qui concerne l'effort de défense, et qu'en tout état de cause l'Europe, faute d'unité politique, n'est pas en état d'élaborer vraiment ni la doctrine militaire ni les équipements susceptibles de peser lourdement dans la balance entre les deux grands blocs constitués.

Mais il peut être admis que les Européens ne peuvent ni le vouloir, ni le faire, et qu'ils ne peuvent pas même que, en raison de la défense de l'Europe proprement dite, ils soient contraints de consacrer une part de leur effort à la défense de l'Europe proprement dite, et qu'en tout état de cause l'Europe, faute d'unité politique, n'est pas en état d'élaborer vraiment ni la doctrine militaire ni les équipements susceptibles de peser lourdement dans la balance entre les deux grands blocs constitués.

(1) Le Monde du 13 septembre 1979.

Cette originalité, qui lui donne effectivement un poids considérable dans sa politique de recherche de solutions négociées en vue du maintien de la paix, ne gâche-t-elle pas la valeur de la mesure où les choix seront en permanence adaptés à l'évolution de ce type d'armement.

Le débat devra donc porter aussi sur la modernisation de nos forces nucléaires stratégiques, sur notre armement nucléaire tactique et aussi sur les nouveaux systèmes d'armes classiques que notre haute technologie dans ce domaine nous permet de développer.

Convaincre le pays

Pour s'orienter dans cette voie, il y a naturellement aussi des choix à faire dans le domaine financier et budgétaire.

On pourrait imaginer qu'il suffirait de privilégier le nucléaire et de comprimer le budget des autres armées. On pourrait aussi remettre en cause l'importance de notre armée de terre, mais nous pensons que depuis quelques temps, que ce serait une très grande erreur.

Notre défense est un tout, nucléaire et conventionnel, air, mer et terre. Si le nucléaire devait être supprimé, nous laisserions à l'ennemi une situation apocalyptique, d'un grand conflit Nord-Ouest, les autres forces seraient tout à fait impensables dans les interventions que nous pourrions être amenés à mener.

C'est dans un effort global qu'il faut envisager, et celui-ci passe obligatoirement par un relèvement important du plan budgétaire prévu pour la défense et qui devra dépasser, en tout état de cause, l'évolution prévue.

pour la fin de l'actuelle loi de programmation (4 % du P.I.B.M. ou produit intérieur brut marchand).

Que l'on s'exprime en pourcentage du budget de la nation ou en fraction du P.I.B.M. ne change rien à l'affaire.

Il nous faut maintenant convaincre le pays et lui faire comprendre que les sacrifices financiers qui devront être imposés à la nation tout entière malgré le contexte économique déjà difficile sont cependant indispensables et qu'il s'agit en fait de payer la prime de la liberté. Mais ne dit-on pas à juste titre, que la liberté n'a pas de prix ?

Il ressortira sans doute du débat que nous n'avons pas d'autre choix. L'histoire systématiquement et entièrement sous le parapluie américain, en réitérant de facto l'OTAN, est une erreur pour ne pas dire dangereuse. Avoir la protection de l'acier et d'assurer seuls notre défense serait tout à fait illusoire. « Ce serait une grande folie que de vouloir être sage tout seul. » (Le Rochefort).

Il ne reste donc que la voie choisie par le président de la République, à savoir la recherche de la modernisation et l'efficacité de nos forces, mais dans la mesure de ses alliances et au service de la défense de l'Europe.

C'est une voie difficile et c'est un grand dessein, mais la paix est sans doute à ce prix !

ARTHUR PAECHT.

Prochain article :

LA BOMBE A NEUTRONS
S'IMPOSE
par Jacques Gressard

Le général (C.R.) Gallois : l'Occident se trompe de stratégie

Dans le bi-mensuel l'Action gaulliste pour la démocratie, qui dirige M. Robert Gressard, ancien ministre et animateur de l'Union gaulliste pour la démocratie (proche du gouvernement), le général (cadre de réserve) Pierre-Marie Gallois, écrit notamment sous le titre « L'Occident se trompe de stratégie ».

« Les gouvernements de certains pays européens de l'OTAN croient en fait en la doctrine de la « Pershing-II » et que les missiles de « croisière » terrestres proposés par Washington constituent une réponse appropriée au déploiement des SS-20 soviétiques. C'est oublier la situation stratégique d'Europe centrale dans laquelle se trouvent les forces de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie.

Pourquoi ? L'OTAN n'a en aucun cas l'initiative de reculer à ces Pershing-II et à ces missiles de croisière, alors que la commandement des forces du pacte de Varsovie a par définition en quelque sorte — celle de mettre en œuvre les SS-20 — il est bien évident que les premiers objectifs visés seront les dépôts d'ogives nucléaires destinées aux Pershing-II et aux missiles de croisière.

« L'asymétrie sociale, géographique et économique nous laisse à la dérive : les SS-20 percent des dépôts sur les vastes territoires de la Russie à l'est de Moscou, alors que les Pershing-II, avec leurs ogives nucléaires, ne pourraient guère traverser à l'ouest d'années les rilles et villages d'une Allemagne à très haute densité d'habitants. Si l'armée soviétique ne dispose guère de moyens de défense indirecte de leur sol qu'ils assureraient pourtant avec une dizaine de missiles portés par sous-marins.

« Mais, avant tout, c'est de la France qu'il s'agit. Il est de son intérêt de se tenir le plus possible à l'écart d'un système de défense indirecte à la fois et par l'armement et par la doctrine qui affaiblissent les Soviétiques et par l'armement qu'ils démontrent. Certes, et au lieu de pratiquer à la sauvette une politique d'armement nucléaire modeste, elle s'était résolument engagée dans la voie de l'atomique, et au lieu de lui consacrer 13 à 15 % de son budget elle avait mis sur pied une force sous-marine plus importante, elle avait apporté à ses partenaires européens le moyen de pallier d'éventuelles défaillances du grand protecteur américain. Et son rôle en Europe aurait été capital. Avec la loi de programmation de 1976, c'est l'idée d'une voie diamétralement opposée qu'elle s'est engagée ».

« C'est à la mer qu'il faut avoir recours pour lancer des armes nucléaires, affirme le général Gallois, et le moyen qu'on puisse dire aujourd'hui est que les gouvernements concernés n'ont pas attendu le point de vue de cet

expert pour appliquer sa recommandation. Les flottes de sous-marins nucléaires français ont pris une ampleur sans précédent à l'heure où l'Occident nous ne prendrait que le cas de la France, il convient de rappeler que la force océanique stratégique française portera cinq sous-marins à tête nucléaire, et que les missiles au total, en ce nombre le troisième du monde après celles des États-Unis et de l'Union soviétique, et que les ports-aucuns importent des exportations pour tout l'Europe des armées nucléaires.

« Les plans de la France prévoient à partir du sixième sous-marin, qui sera lancé à l'échelle pour mener à terme en 1985 sous des missiles à tête multiples, d'installer — à l'heure où nous sommes à la fin de la décennie — la même série d'armes sur les sous-marins actuellement opérationnels et modernisés à cette occasion.

Il serait inopportun pour nous de nous livrer à l'indivisibilité d'une dissuasion nucléaire à une flotte de sous-marins, et nous ne pouvons pas nous le permettre. Les raisons sont : 1) Ce système d'armes est coûteux puisque la fabrication de sous-marins à tête nucléaire, l'inflation, sans cesse croissante, nous coûte plus cher que la fabrication de sous-marins à tête nucléaire. 2) Un sous-marin peut être neutralisé, nous détruit par un choc de sous-marins nous qui sont essentiels à l'unité de l'expression. 3) Tous les objectifs d'un adversaire potentiel ne sont pas géographiquement à la portée d'un sous-marin, sans qu'il augmente le rayon d'action des armes nucléaires en tout point compatible.

« Notamment, les deux missiles Sol-Sol intercontinentaux : 1) Les équipages de sous-marins ne peuvent être indéfiniment réduits en nombre — on compte déjà cinq équipages pour deux sous-marins en moyenne — sans qu'il soit possible de garantir la survie des équipages dans les conditions de guerre dans les spécialités nécessaires à la « sous-marine ». 2) A l'heure actuelle, la France consacre 19,1 % (en crédits de paiement) de son budget de la Défense à l'entretien de ses dépenses de fonctionnement et d'équipement. Les crédits de l'armement, qui sont les plus élevés en 1976, lors de la préparation de la loi de programmation de la Défense, étaient de 18,4 % du budget de la Défense. Le prélevement alloué à la force nucléaire dans le budget de la Défense est, donc, supérieur au total du budget de la Défense. C'est à la fois un grand honneur et un grand poids.



HORIZONS LOINTAINS

La marque prestigieuse de circuits et de séjours au bout du monde

POURQUOI PARTIR AVEC NOUS ?

- Nos groupes d'une trentaine de personnes sont composés uniquement de francophones.
- Nos circuits sont animés de Paris à Paris par des guides expérimentés.
- Les hôtels réservés sont de classe luxe ou première catégorie.
- Les parcours aériens sont toujours effectués sur des avions de lignes régulières.
- Notre expérience des circuits et des séjours lointains est reconnue par des dizaines de milliers de participants fidèles.

QUELQUES EXEMPLES DE CIRCUITS

THAILANDE/BIHRMANIE	17 jours	10.450 F
ANCIENNE RUSSIE	16 jours	6.375 F
MAROC/SUD MAROCAIN	16 jours	5.385 F
PAYSAGES AMERICAINS	15 jours	8.950 F
MEXIQUE/YUCATAN	17 jours	10.950 F
AUSTRALIE/NOUVELLE ZELANDE	23 jours	20.600 F
INDE/NEPAL	17 jours	9.200 F
PAYSAGES DE CEYLAN	11 jours	5.990 F
ASIE MINEURE / CAPPADOCE	16 jours	5.870 F

Cette année partez avec HORIZONS LOINTAINS pour découvrir le monde à la française.

EN VENTE DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES

Depuis 1950

Pour "sauver" la potasse, faut-il sacrifier le sel?

Ces dernières semaines ont vu, à l'échelle de l'Europe, se développer une polémique relative aux problèmes que posent la pollution du Rhin et, en particulier, le rejet des résidus salés provenant de la production de potasse.

Le 3 décembre 1976, les gouvernements des pays riverains signaient à Bonn une Convention internationale qui prévoyait l'injection partielle de résidus, sous forme de saumures, à une profondeur de 1 800 mètres dans le sous-sol alsacien.

Malgré l'avis des experts les plus autorisés, qui ont donné l'assurance que cette opération, très banale, était sans danger, et au mépris des engagements qui avaient été pris par la France, la plupart des élus d'Alsace se sont déclarés hostiles à la ratification de la Convention. Et ils s'efforcent d'imposer l'installation près de Mulhouse d'une usine capable de produire, à partir des résidus, l'énorme quantité d'un million de tonnes de sel par an.

Face à cette menace, les producteurs français de sel ont décidé de faire entendre leur voix et d'apporter à l'opinion publique des éléments d'appréciation.

Ils disent:

NON à une solution qui mettrait en péril l'activité salinière tout entière, provoquerait en Lorraine la suppression de près de 1 000 emplois et condamnerait au chômage de nombreux saliniers dans les autres régions productrices.

NON au gaspillage que constitueraient la création et l'exploitation d'une unité industrielle inutile et grosse consommatrice d'énergie.

NON à une nouvelle surproduction d'un million de tonnes, alors que la production de sel est déjà excédentaire, que le marché est en régression et que rien ne permet d'espérer un renversement de la tendance. Les salines de Lorraine, qui seraient touchées de plein fouet, ne fonctionnent qu'aux trois-quarts de leurs possibilités.

NON à un simulacre de dépollution du Rhin. La capacité de la saline projetée ne serait pas à la mesure du problème posé puisque le Rhin charrie annuellement près de 18 millions de tonnes de chlorures.

OUI à une véritable dépollution du Rhin.

OUI à l'injection, solution retenue par la Convention internationale de Bonn.

OUI aux négociateurs français qui avaient obtenu la contribution financière de l'ensemble des pays riverains.

OUI à des solutions complémentaires mais réalistes, convenant à la fois aux producteurs de potasse et de sel.

OUI à l'utilisation, par les industries du bassin rhénan, de saumures tirées des résidus potassiques.

**Ainsi les Français pourraient-ils tenir
leurs engagements internationaux,
les Alsaciens poursuivre leurs activités traditionnelles
et les saliniers conserver leurs emplois.**

Les producteurs français de sel.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le Conseil des ministres s'est réuni le mercredi 6 février 1980 au Palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Le président de la République a salué les résultats des récents Franco-allemands qui ont permis de franchir une étape importante dans la connaissance mutuelle et la coopération entre les deux pays. Il a souligné la qualité et la portée de ces échanges et a exprimé son espoir que ces contacts se poursuivront avec la même intensité et la même efficacité.

● LES TRANSPORTS COLLECTIFS

Le ministre des transports a annoncé que le gouvernement a décidé de lancer un programme de développement des transports collectifs. Ce programme vise à améliorer la desserte des zones urbaines et périurbaines, à encourager l'usage des transports en commun et à promouvoir des modes de transport innovants et écologiques.

● LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'environnement a souligné l'importance de la protection de l'environnement dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour réduire la pollution, protéger les ressources naturelles et promouvoir le développement durable.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

M. Dijoud lance un appel à « la convergence des efforts des élus et des responsables professionnels »

A l'occasion de l'ouverture des deux Journées nationales des DOM, organisées par l'école supérieure de commerce de Rouen, M. Paul Dijoud a longuement exposé, mercredi 6 février, les objectifs de la politique économique que le gouvernement entend appliquer dans les départements d'outre-mer. Réaffirmant la volonté du pouvoir central de développer la région de la métropole, le secrétaire d'État a lancé un appel à la convergence des efforts des élus locaux et des responsables professionnels.

« L'objectif principal de la politique économique des DOM est de promouvoir le développement économique et social de ces territoires », a déclaré M. Dijoud. « Pour cela, il est essentiel que les élus locaux et les responsables professionnels travaillent ensemble, en concertation, pour identifier les besoins et les ressources de chaque département et mettre en œuvre des projets concrets et durables. »

M. Dijoud a souligné l'importance de la formation et de la qualification de la main-d'œuvre locale, ainsi que de l'attraction d'investissements et de nouvelles entreprises. Il a également évoqué les défis liés à la décentralisation et à la participation des citoyens dans la gestion des affaires locales.

Le plus de complexité à l'égard des exportateurs-importateurs locaux est le changement de comportement des acteurs publics, outre-mer, qui jusqu'alors ont été totalement absents de la vie économique. Ainsi, le secrétaire d'État a-t-il souligné, à Rouen, que les importateurs américains des vêtements de sport ont dû s'adapter à la réglementation française, en particulier en ce qui concerne les normes de sécurité et les exigences de qualité.

M. Dijoud a également évoqué les défis liés à la décentralisation et à la participation des citoyens dans la gestion des affaires locales. Il a souligné l'importance de la formation et de la qualification de la main-d'œuvre locale, ainsi que de l'attraction d'investissements et de nouvelles entreprises.

Des points faibles

Pour le développement économique des DOM, il y a deux points faibles : le manque de données et le manque de coordination. Le premier point faible est le manque de données précises sur l'économie des départements d'outre-mer. Le second point faible est le manque de coordination entre les différents acteurs impliqués dans le développement économique, à savoir les élus locaux, les responsables professionnels et les services de l'État.

M. Dijoud a souligné l'importance de la formation et de la qualification de la main-d'œuvre locale, ainsi que de l'attraction d'investissements et de nouvelles entreprises. Il a également évoqué les défis liés à la décentralisation et à la participation des citoyens dans la gestion des affaires locales.

(Lire page 6.)

● LA C.E.L.

Le ministre des affaires étrangères a souligné l'importance de la coopération internationale dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour renforcer la coopération avec les pays en développement et promouvoir le dialogue entre les cultures et les peuples.

● LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'environnement a souligné l'importance de la protection de l'environnement dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour réduire la pollution, protéger les ressources naturelles et promouvoir le développement durable.

● LA POLITIQUE PONGICRE

Le ministre de l'économie a souligné l'importance de la politique économique dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour promouvoir le développement économique et social de la France.

(Lire page 6.)

● LA C.E.L.

Le ministre des affaires étrangères a souligné l'importance de la coopération internationale dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour renforcer la coopération avec les pays en développement et promouvoir le dialogue entre les cultures et les peuples.

● LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'environnement a souligné l'importance de la protection de l'environnement dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour réduire la pollution, protéger les ressources naturelles et promouvoir le développement durable.

● LA POLITIQUE PONGICRE

Le ministre de l'économie a souligné l'importance de la politique économique dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour promouvoir le développement économique et social de la France.

(Lire page 6.)

● LA C.E.L.

Le ministre des affaires étrangères a souligné l'importance de la coopération internationale dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour renforcer la coopération avec les pays en développement et promouvoir le dialogue entre les cultures et les peuples.

● LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'environnement a souligné l'importance de la protection de l'environnement dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour réduire la pollution, protéger les ressources naturelles et promouvoir le développement durable.

● LA POLITIQUE PONGICRE

Le ministre de l'économie a souligné l'importance de la politique économique dans la politique nationale. Il a annoncé que le gouvernement a adopté des mesures pour promouvoir le développement économique et social de la France.

La mort de M. René Journiac

(Suite de la première page)

Georges Pompidou, dont il est le fils, a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

De 1962 à 1974, M. René Journiac a été ministre de l'Énergie. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

De 1974 à 1979, M. René Journiac a été ministre de l'Énergie. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1974, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

De 1979 à 1980, M. René Journiac a été ministre de l'Énergie. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1979, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

La mort de M. René Journiac a été annoncée par son épouse, Mme Journiac, qui a déclaré que son mari était décédé d'une crise cardiaque le 6 février 1980.

M. René Journiac était né le 15 mars 1914 à Alger. Il a été élu député de la République à la fois française et algérienne en 1962.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

La mort de M. René Journiac a été annoncée par son épouse, Mme Journiac, qui a déclaré que son mari était décédé d'une crise cardiaque le 6 février 1980.

M. René Journiac était né le 15 mars 1914 à Alger. Il a été élu député de la République à la fois française et algérienne en 1962.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

La mort de M. René Journiac a été annoncée par son épouse, Mme Journiac, qui a déclaré que son mari était décédé d'une crise cardiaque le 6 février 1980.

M. René Journiac était né le 15 mars 1914 à Alger. Il a été élu député de la République à la fois française et algérienne en 1962.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

La mort de M. René Journiac a été annoncée par son épouse, Mme Journiac, qui a déclaré que son mari était décédé d'une crise cardiaque le 6 février 1980.

M. René Journiac était né le 15 mars 1914 à Alger. Il a été élu député de la République à la fois française et algérienne en 1962.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

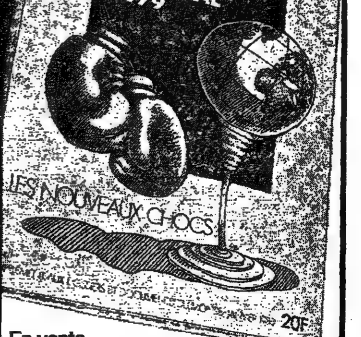
M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

M. René Journiac a été ministre de l'Énergie de 1962 à 1980. Il a été nommé ministre de l'Énergie en 1962, après avoir été élu député de la République à la fois française et algérienne.

Pour mieux comprendre 1980

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1979



En vente chez votre marchand de journaux.

cette semaine dans :

DU TRAVAIL POUR LES INTELLECTUELS PETITIONNAIRES

LA VÉRITÉ SUR TOUS LES PAYS QUI BAFOUENT LES DROITS DE L'HOMME

Le Monde

JUSTICE

Les poursuites du maire de Metz contre le P.S.

Les juges diront le 20 février si le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale

Metz. — Au moment d'un scrutin, un répondant téléphonique doit-il être considéré comme un élément de propagande ou comme un moyen de communication privé ? C'est la seule question que répondit le 20 février, le tribunal correctionnel de Metz devant lequel comparaissait, mercredi 11 février, M. Serge Barrois, secrétaire fédéral du P.S. de la Moselle. Le dernier avait été inculpé d'infraction au code électoral par plainte de M. Jean-Marie Hauch (U.D.F.), sénateur et maire de Metz.

Le parti socialiste voulait profiter de cette audience pour élargir le débat. C'est le maire de Metz, M. Hauch, qui a répondu à la question. Il a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale.

Le plaignant estimait que cela était contraire à l'interdiction du code électoral qui interdit la distribution de tracts, courriers ou autres documents à partir de la maison le jour du scrutin. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale.

De notre correspondant

Metz. — Au moment d'un scrutin, un répondant téléphonique doit-il être considéré comme un élément de propagande ou comme un moyen de communication privé ? C'est la seule question que répondit le 20 février, le tribunal correctionnel de Metz devant lequel comparaissait, mercredi 11 février, M. Serge Barrois, secrétaire fédéral du P.S. de la Moselle. Le dernier avait été inculpé d'infraction au code électoral par plainte de M. Jean-Marie Hauch (U.D.F.), sénateur et maire de Metz.

AUX ASSISES DE PARIS

Une tentative d'assassinat à l'église

Metz. — Au moment d'un scrutin, un répondant téléphonique doit-il être considéré comme un élément de propagande ou comme un moyen de communication privé ? C'est la seule question que répondit le 20 février, le tribunal correctionnel de Metz devant lequel comparaissait, mercredi 11 février, M. Serge Barrois, secrétaire fédéral du P.S. de la Moselle. Le dernier avait été inculpé d'infraction au code électoral par plainte de M. Jean-Marie Hauch (U.D.F.), sénateur et maire de Metz.

Le plaignant estimait que cela était contraire à l'interdiction du code électoral qui interdit la distribution de tracts, courriers ou autres documents à partir de la maison le jour du scrutin. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale.

Metz. — Au moment d'un scrutin, un répondant téléphonique doit-il être considéré comme un élément de propagande ou comme un moyen de communication privé ? C'est la seule question que répondit le 20 février, le tribunal correctionnel de Metz devant lequel comparaissait, mercredi 11 février, M. Serge Barrois, secrétaire fédéral du P.S. de la Moselle. Le dernier avait été inculpé d'infraction au code électoral par plainte de M. Jean-Marie Hauch (U.D.F.), sénateur et maire de Metz.

AUX ASSISES DE PARIS

Une tentative d'assassinat à l'église

Metz. — Au moment d'un scrutin, un répondant téléphonique doit-il être considéré comme un élément de propagande ou comme un moyen de communication privé ? C'est la seule question que répondit le 20 février, le tribunal correctionnel de Metz devant lequel comparaissait, mercredi 11 février, M. Serge Barrois, secrétaire fédéral du P.S. de la Moselle. Le dernier avait été inculpé d'infraction au code électoral par plainte de M. Jean-Marie Hauch (U.D.F.), sénateur et maire de Metz.

Le plaignant estimait que cela était contraire à l'interdiction du code électoral qui interdit la distribution de tracts, courriers ou autres documents à partir de la maison le jour du scrutin. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale.

société

A 177

UN JUGE

DE L'APPLICATION DES PEINES

ÉCARTÉ DE SES FONCTIONS

Mme Michèle Langlade, juge de l'application des peines (J.A.P.) au tribunal d'Evry, vient de se voir retirer ses fonctions. Son écartement est la conséquence de la décision du tribunal de l'application des peines de l'arrêter, car elle a été reconnue coupable de détournement de fonds. Mme Langlade a été reconnue coupable de détournement de fonds. Mme Langlade a été reconnue coupable de détournement de fonds.

AUX ASSISES DE PARIS

Une tentative d'assassinat à l'église

Metz. — Au moment d'un scrutin, un répondant téléphonique doit-il être considéré comme un élément de propagande ou comme un moyen de communication privé ? C'est la seule question que répondit le 20 février, le tribunal correctionnel de Metz devant lequel comparaissait, mercredi 11 février, M. Serge Barrois, secrétaire fédéral du P.S. de la Moselle. Le dernier avait été inculpé d'infraction au code électoral par plainte de M. Jean-Marie Hauch (U.D.F.), sénateur et maire de Metz.

Le plaignant estimait que cela était contraire à l'interdiction du code électoral qui interdit la distribution de tracts, courriers ou autres documents à partir de la maison le jour du scrutin. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale. M. Hauch a déclaré que le répondant téléphonique est un moyen de propagande électorale.

M. Barrot précise les orientations de la politique de protection des enfants en danger

M. Jacques Barrot, ministre de la Santé, a précisé les orientations de la politique de protection des enfants en danger. Il a déclaré que le gouvernement s'engage à renforcer la protection des enfants en danger. M. Barrot a déclaré que le gouvernement s'engage à renforcer la protection des enfants en danger. M. Barrot a déclaré que le gouvernement s'engage à renforcer la protection des enfants en danger.

L'âge moyen des divorces : trente-trois à trente-six ans.

En 1979, l'âge moyen des divorces a augmenté. Il est passé de trente-trois à trente-six ans. Cette augmentation est due à la hausse du nombre de divorces. L'âge moyen des divorces a augmenté. L'âge moyen des divorces a augmenté.

Un cafetier condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client

Un cafetier a été condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client. Le tribunal a jugé que le cafetier a violé la loi sur le tabac. Le cafetier a été condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client. Le cafetier a été condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client.

FAITS ET JUGEMENTS

L'enquête sur l'enlèvement de M. Guy Pitou

Après avoir fait connaître le 10 février par M. Jean-Marie Hauch, président du tribunal de Metz, que M. Guy Pitou, quarante-deux ans, industriel, a disparu, le tribunal a ouvert une enquête. M. Pitou a disparu. M. Pitou a disparu. M. Pitou a disparu.

Les avatars de « Hara-Kiri »

Après avoir fait connaître le 10 février par M. Jean-Marie Hauch, président du tribunal de Metz, que M. Guy Pitou, quarante-deux ans, industriel, a disparu, le tribunal a ouvert une enquête. M. Pitou a disparu. M. Pitou a disparu. M. Pitou a disparu.

L'anesthésiste de « La Pergola »

Un anesthésiste a été condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client. Le tribunal a jugé que l'anesthésiste a violé la loi sur le tabac. L'anesthésiste a été condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client. L'anesthésiste a été condamné pour n'avoir pas refusé de servir un client.

Fraudes au casino d'Anney

Des personnes ont été condamnées pour fraude au casino d'Anney. Le tribunal a jugé que les personnes ont violé la loi sur le jeu. Les personnes ont été condamnées pour fraude au casino d'Anney. Les personnes ont été condamnées pour fraude au casino d'Anney.

Le différend entre MM. Mattar et Tazief

Un différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief. Le tribunal a jugé que le différend a été réglé. Le différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief. Le différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief.

CORRESPONDANCE

Un différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief. Le tribunal a jugé que le différend a été réglé. Le différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief. Le différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief.

Les routes

Chasse aux sorcières

Un différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief. Le tribunal a jugé que le différend a été réglé. Le différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief. Le différend a été réglé entre MM. Mattar et Tazief.

Édités par la S.A.R.L. le **Journal**
Général
Jacques Farret, directeur de la **Publication**
Jacques Kneegast.

Imprimerie
S. F. **1975**
PARIS-IX*

Reproduction interdite de tous droits,
sans accord avec l'administration.

Regards sur

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D. C. 20535

Maître Eckhart un mystique pour notre temps

paraît temps, un mystique
pour temps, le temps
la science refuse perçoit le
justifié ; si elle jus-
qu'au temps
qu'un nous signe ?
 une multitude, esprits
 faibles (l'un ne
ne l'autre), qui vocé-
raient bellement tout
perdre images
qu'avait ordonnée
tour d'elle l'humanité, enfant.
poètes demeurent en
général passionnément attachés,
et c'est bien
la mystique et la poésie ne se
rencontrent pas car elles ont
ce que croit parfois le vul-
gaire. La poésie le long
 l'homme égaré

■ **pleux dominicain** naît en Thuringe en 1250. Thomas d'Aquin ■ **Bonaventure** ■ **vivants**. **Est** ■ **venu** ■ **pleurs** ■ **Paris**, ■ **Sorbonne**, et il y a même enseigné. En Allemagne, il est ■ **aux** ■ **plus grande**, **charges** ■ **ordre**, puis il ■ **mort** en Avignon ■ **quelques** **propos** ■ **hérétiques** ■ **téméraires**, ■ **qu'il** ■ **est toujours** **protesté** ■ **volonté** ■ **d'être** ■ **Il** ■ **disait** : « Je ■ **puis** ■ **trahir**, ■ **puis** ■ **pas** ■ **hérétique**, car l'erreur ■ **d'intelligence**, ■ **dépend** ■ **de la** **volonté**. » Cette simple

Baltasar Gracian un séduisant jésuite

manière élégante et souveraine
de ~~l'homme~~ Stendhal, Scho-
penhauer et Musset. Heureu-
sement, il a retrouvé dans
ses dix dernières années, grâce à la lecture et au film (2),
c'est nous qui sommes l'homme uni-
versel qu'on fin de l'oubli. L'as-
suré, c'est un homme au portrait de
l'homme, la qualité. Le portrait-
retrait qui nous met de point de
vue toutes ses actions. Les vertus
majeures et les savoir en gouver-
nance dans la vie et la société ;
de s'y comporter toujours avec
un grand discernement. La fer-
meur de son caractère donne
la certitude qu'il a « reçu »
la même une « vie de droit
naturel » à l'égard du monde et
l'homme.

principes ■ conduite qu'il fai-
sait appliquer, pour se rendre
supérieur à ■ déceptions, ■
pour éviter ■ faiblesse ■
la pire adversité.

■ ■ ■ a négligé trop
longtemps de penser. ■ ■ ■

propre mouvement », tandis que l'homme de l'espèce contraire — ignorant, lui — s'attendre, ce que c'est qu'échouer et il les voit, ce c'est qu'être vaincu. Les mots, ni craint ni l'homme parvenu à la plus insuffisance qu'il ne présente le spectacle — suffisance, il prouve, au lieu circonstance, d'une « hardiesse ».

L'ennemi principal — Grecien, c'est le médiocrisme. Il veut procurer à chacun les mêmes valeurs, les mêmes mesquines, et ne respectent pas l'existence comme le malheur mourir.

■ L'ÉCONOMIE MONÉTAIRE, de
Paul Gracian, Ed. Pichon,
1931, 250 pages, 222 fr.
Paris, L. F.

(1) Manuel de poche pour hommes d'aujourd'hui. Vocabulaire, orthographe et maîtres de l'écriture. Pelegrin, 104 p. 120 pages. 175.

béatitudes du soir

Pour l'heure où l'on allume la lampe :
prières du ~~premier~~ 1^{er} âge, prières
de tous les âges. 128 pages, 11 x
17 cm, relié ~~en~~ sous jaquette
illustrée. 53 photos-couleurs

du Four - 73006 PARIS
DIFFUSION : BEGEDIS

41, rue de la Chine, 75002 PARIS
 de pouvoir vous pré-
 senter encore les trois ouvrages
 que vous continuez à réclamer :

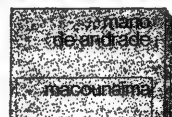
- PREMIERE HISTOIRE DU
 CINEMA ALGERIEN
- UNE POLITIQUE AFRICAINE
 DU CINEMA

LE CODE LAPMAR
 Ces codes ne changent jamais
 en 1970
 La date exacte de leur mise en
 vente ne peut être précisée, mais
 votre attente ne sera pas déçue.

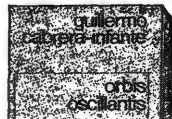
JACQUES MADAULE

★ **SERMONS**, de **Jean-Baptiste**. Traduction de Jeanne Ancelet-Hustache, trois volumes. Editions du Seuil. Troisième d'arsenal, 1970. 19 F.

Viva la littérature latino-américaine!



**Brill.
Roman.
254 pages**



Cuba.
Nouvelles.
238 pages.

Tirano Banderas de Ramon del Valle-Inclan. Littérature vivante, void
Tirano Banderas de Valle-Inclan, un écrivain frondeur, rénovateur du
picaresque. Un tyranneau, une tyrannie, des traits, des flèches, des caricatures
à la Goya. Une farce sanglante qui inaugure en 1926 la galerie des dictateurs
dépeints depuis par les grands romanciers latino-américains.

Macacounima de Mario de Andrade. Littérature vivante ~~anc~~, voici le premier livre traduit ~~en~~ français de Andrade. Roman-divertissement qui conte les aventures de l'indien Macacounima: roubard, cruel, sensuel, démoniaque, farouche. C'est la chanson de geste d'un pays ~~à~~ la recherche de ses racines.

Mariencia par Augusto Roa Bastos, Méditation sur le pouvoir; fresque orgiaque et cruelle d'un Paraguay saigné à blanc par son isolement géographique et deux guerres d'extermination. L'histoire y est matière première de l'imaginaire. Par l'auteur de *Moi, le suprême*.

Orbis Oscillantis par Guillermo Cabrera Infante. Bande dessinée, roman rose; livre pomographique, apocalyptique qui nous fait découvrir les souterrains d'une Angleterre imaginaire. Cautique. Drôle. Désespéré. Entre Jerry Lewis et Lewis Carroll. Par l'auteur de *Trois tristes tigres*. Prix du meilleur livre étranger 1971.

Collection Barroco animée par Gérard de Cortanze.

FLAMMARION

PRIX FÉMINA
PIERRE MOINOT
Le guetteur d'ombre
un pressentiment de l'éternel
comme seul en inspire l'amour des bois

Gallimard

ROBERT
LAFONT

JEUX OLYMPIQUES

Le débat sur le boycottage divise les pays de la Communauté européenne

FRANCE : La parole aux sportifs

En termes de ministres, le 23 janvier, le gouvernement français a décidé qu'il n'aurait pas l'intention d'intervenir dans les débats sur le boycottage olympique. Mais, en fait, le débat a été ouvert par le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, qui a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

LUXEMBOURG : les sportifs d'abord

Luxembourg. — Le gouvernement du Luxembourg a fait savoir qu'il laisserait la décision aux sportifs luxembourgeois (C.O.S.L.) de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

A Lake-Placid L'ABRÉGATION DE LA DÉLÉGATION DE TAIWAN EST REFUSÉE

La délégation de Taiwan, composée de sept membres, a été refusée à Lake-Placid, New York, pour les Jeux olympiques d'hiver de 1980. Le Comité olympique international (C.O.I.) a déclaré que la délégation de Taiwan n'était pas conforme aux règles de participation.

BASKET-BALL. — Le tournoi de la coupe Ronchetti

Le tournoi de la coupe Ronchetti, organisé par le C.O.I., se déroulera à Lake-Placid, New York, du 15 au 25 février 1980.

Le débat sur le boycottage olympique a été ouvert par le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, qui a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

ITALIE : attendre

Italie. — Le gouvernement italien a décidé d'attendre la décision des sportifs italiens sur le boycottage olympique. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

IRLANDE : participer

Irlande. — Le gouvernement irlandais a décidé que les sportifs irlandais participeraient aux Jeux olympiques de Moscou. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

HANDBALL. — Pour les Jeux olympiques

Le tournoi de handball pour les Jeux olympiques de Moscou se déroulera à Moscou, en Union soviétique, du 15 au 25 février 1980.

Le débat sur le boycottage olympique a été ouvert par le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, qui a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

PAYS-BAS : boycotter

Pays-Bas. — Le gouvernement néerlandais a décidé de boycotter les Jeux olympiques de Moscou. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

DANEMARK : consulter

Danemark. — Le gouvernement danois a décidé de consulter les sportifs danois sur le boycottage olympique. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

GRANDE-BRETAGNE : transférer

Grande-Bretagne. — Le gouvernement britannique a décidé de transférer les Jeux olympiques de Moscou à une autre ville.

La réunion à Bruxelles, mardi 5 février, des ministres des Affaires étrangères des neuf pays de la Communauté européenne a confirmé les divergences d'opinion au sujet de la participation aux Jeux olympiques de Moscou. Les pays de la Communauté européenne ont exprimé des opinions divergentes sur le boycottage olympique.

GRANDE-BRETAGNE : transférer

Grande-Bretagne. — Le gouvernement britannique a décidé de transférer les Jeux olympiques de Moscou à une autre ville. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

PAYS-BAS : boycotter

Pays-Bas. — Le gouvernement néerlandais a décidé de boycotter les Jeux olympiques de Moscou. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

DANEMARK : consulter

Danemark. — Le gouvernement danois a décidé de consulter les sportifs danois sur le boycottage olympique. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

GRANDE-BRETAGNE : transférer

Grande-Bretagne. — Le gouvernement britannique a décidé de transférer les Jeux olympiques de Moscou à une autre ville.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE : Être solidaire

République fédérale d'Allemagne. — Le gouvernement allemand a décidé d'être solidaire avec les sportifs allemands. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

ITALIE : attendre

Italie. — Le gouvernement italien a décidé d'attendre la décision des sportifs italiens sur le boycottage olympique. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

IRLANDE : participer

Irlande. — Le gouvernement irlandais a décidé que les sportifs irlandais participeraient aux Jeux olympiques de Moscou. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

HANDBALL. — Pour les Jeux olympiques

Le tournoi de handball pour les Jeux olympiques de Moscou se déroulera à Moscou, en Union soviétique, du 15 au 25 février 1980.

Le débat sur le boycottage olympique a été ouvert par le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, qui a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE : Être solidaire

République fédérale d'Allemagne. — Le gouvernement allemand a décidé d'être solidaire avec les sportifs allemands. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

ITALIE : attendre

Italie. — Le gouvernement italien a décidé d'attendre la décision des sportifs italiens sur le boycottage olympique. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

IRLANDE : participer

Irlande. — Le gouvernement irlandais a décidé que les sportifs irlandais participeraient aux Jeux olympiques de Moscou. Le ministre de la Jeunesse, Pierre Joxe, a déclaré : « C'est aux sportifs de décider s'ils participent ou non aux Jeux olympiques de Moscou. Le gouvernement ne s'opposera pas à leur décision. »

HANDBALL. — Pour les Jeux olympiques

Le tournoi de handball pour les Jeux olympiques de Moscou se déroulera à Moscou, en Union soviétique, du 15 au 25 février 1980.



Avoriaz

104.000 F de moins sur votre deux pièces.

Investissez 234.000 F au lieu de 338.000 F pour devenir propriétaire d'un appartement à Avoriaz.

Cet allègement considérable de votre investissement : 104.000 F (soit environ 30 %), lui rendu possible notamment par la location de votre appartement à une société de gestion qui le meublera, et par l'avance, au moment de votre achat, de 9 ans de loyers. De plus, vous pouvez acheter sans aucun apport personnel.

Vous profitez d'Avoriaz la semaine de vos vacances. Il semblerait par exemple : deux semaines à Noël, une semaine en janvier, une autre en mars et deux semaines d'été.

Vous bénéficiez de tous les services de la résidence.

Vous pouvez acheter vos semaines de vacances à Avoriaz même d'autres stations à la montagne ou à la mer : Chamonix, la Corse, Cap d'Agde, Antibes.

Vous n'aurez aucune charge à payer pendant 9 ans et votre patrimoine est géré et entretenu en permanence.

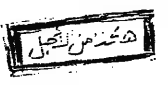
* Prix d'un 2 pièces meublé, 234.000 F. * Taxes : 104.000 F. * Col de l'Avoriaz.

Merci de m'envoyer ces informations complémentaires.

Nom : _____ Tél : _____

Profession : _____ Tél. bureau : _____

Pierre et Vacances, 105, rue de la République, 92000 Nanterre - Tél. 1.61.11.11.11



Le Monde

Culture

LE JOUR DU THEATRE

Kundera à Grenoble.

Le Théâtre de la Potence, 19, rue Seron, à Grenoble, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Carnaval-express.

Le Théâtre de la Potence, 19, rue Seron, à Grenoble, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Rencontres lorraines.

Le Théâtre de la Potence, 19, rue Seron, à Grenoble, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

L'attroupement aux Halles

(Suite de la première page.)

Les musiciens interprètent tous les personnages. Vingt de musiciens, portant des masques simples, sont sur scène. Ils jouent des instruments de musique, et leur jeu est très expressif. La mise en scène est très simple, mais très efficace. Les costumes sont très simples, mais très efficaces. Les décors sont très simples, mais très efficaces. Les lumières sont très simples, mais très efficaces. Les sons sont très simples, mais très efficaces. Les effets sont très simples, mais très efficaces. Les costumes sont très simples, mais très efficaces. Les décors sont très simples, mais très efficaces. Les lumières sont très simples, mais très efficaces. Les sons sont très simples, mais très efficaces. Les effets sont très simples, mais très efficaces.

COLETTE GODARD.

MUSIQUE

Vincennes à la Porte de la Suisse

L'ensemble vocal de la Porte de la Suisse, dirigé par Jean-Pierre Drouot, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Cinéma

« Le Quintette de Sven Klang » de Steffen Olsson

Steffen Olsson, un jeune réalisateur suédois, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Théâtre

« Tricoteur à Pontoise » de Mathieu Falla

Mathieu Falla, un jeune dramaturge français, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

COLETTE GODARD.

DANSE

Le bicentenaire de la Scala

Le Théâtre de la Potence, 19, rue Seron, à Grenoble, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

NOTES

« Un balcon sur les Andes » d'Edouard Mazet

Edouard Mazet, un jeune dramaturge français, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Varités

Susana Rinaldi à l'Opolympia

Susana Rinaldi, une jeune chanteuse italienne, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

COLETTE GODARD.

Un mois à La Rochelle

Chaque année, le Théâtre de la Potence, 19, rue Seron, à Grenoble, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

ROCK

Ellen Foley au Palace

Ellen Foley, une jeune chanteuse américaine, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Pauline Julien au Petit Forum

Pauline Julien, une jeune chanteuse française, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

COLETTE GODARD.

Alain Waïs

Alain Waïs, un jeune dramaturge français, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Alain Waïs

« Le Quintette de Sven Klang » de Steffen Olsson

Steffen Olsson, un jeune réalisateur suédois, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

Alain Waïs

« Tricoteur à Pontoise » de Mathieu Falla

Mathieu Falla, un jeune dramaturge français, présente, jusqu'au 22 février, dans une mise en scène d'Yves Chazet, Edouard et Zéna, adapté d'une nouvelle de Milan Kundera, mise en scène de Rishbeth Amour. Un jeune homme, Jacques, tombe amoureux d'une jeune femme, Zéna, qui est mariée. Il se met à lui écrire des lettres, mais elle ne lui répond pas. Il finit par se suicider. C'est une histoire d'amour tragique, mais aussi une réflexion sur la vie, la mort, et la solitude.

COLETTE GODARD.

Chapiteau des Halles, 20 h.

Salle Odeon, 20 h.

Petit Forum des Halles, 20 h.

Salle Odeon, 20 h.

au Palais des Sports

du lundi 11 au lundi 18 février. 21h.

(Samedi 16 : 17 h et 21 h / Dimanche 17 : 14 h 30 et 18 h)

Location : Palais des Sports / 3 Fiac / Agences

Avec la complicité de la Société des Nouvelles Editions Edith Barclay

P.S.A.-Peugeot-Citroën et Chrysler concluent un important accord de coopération

P.S.A. - Peugeot - Citroën a signé avec **Chrysler Corp.** un protocole d'intention en vue d'établir une coopération entre les deux groupes sur le plan commercial et industriel. Les accords définitifs devraient être conclus avant le 1^{er} juin. D'autre part, les deux groupes ont signé une convention financière avec laquelle laquelle **P.S.A. - Peugeot - Citroën** accordera à **Chrysler Corp.** un prêt à court terme de 100 millions de dollars, payés les 18 millions d'actions **P.S.A.** détenues par le groupe américain depuis

août 1978. Cette transaction doit être prochainement approuvée par l'administration américaine et les dirigeants de Chrysler Corp. Si les accords préliminaires et industriels ne pouvaient être conclus comme prévu, précise le service français dans un communiqué, P.S.A. disposerait en tout état de cause d'une option d'achat - sur les 15 millions d'actions que détient Chrysler Corp. L'annonce de cet accord a été accueillie avec satisfaction par les milieux industriels américains qui y voient un

«... de nature à faciliter le redressement du groupe américain dans la mesure où l'aide financière du P.S.A. - que limitée, aidera Chrysler à passer un cap difficile. La signature de cet accord constitue une nouvelle étape du plan de redressement de Chrysler. Le prêt de 125 millions de dollars constitue une partie importante du financement dont nous avons besoin... »

« L'ensemble de ce plan financier est mis en place », a déclaré, le 6 février, M. Lee Iacocca, président de Chrysler.

Les deux volets de l'accord

tal) cédés à Chrysler Corp. en contrepartie des prêts et garanties financières que Chrysler a consentis à Peugeot-Citroën pour le financement de ses opérations. Cette convention financière est à priori indépendante de l'accord d'accord commercial. Toutefois, au cas où Peugeot-Citroën disposerait d'un tract tract de tract tract optionnel, les deux sociétés pourraient exercer ces actions.

La seconde visée vise à renforcer la coopération technique des deux sociétés. Cette coopération s'exercera dans le domaine de l'automobile.

part dans le domaine commercial des relations du groupe français avec l'Amérique du Nord. L'opération, initiée par le constructeur américain Chrysler aux Etats-Unis, aura le premier objectif d'apporter son savoir-faire à la P.S.A. pour l'implantation d'un nouveau service de stockage des véhicules outre-Atlantique. Il coopérera également à la préparation de la adaptation des véhicules américains aux normes américaines. Enfin, progressivement, P.S.A. prendra contact avec les concessionnaires américains de Chrysler pour la mise en distribution de ces modèles. Peugeot aura ainsi des franchises françaises.

Industriel: P.S.A.-Peugeot-Citroën livrera dans un an ou deux ans les usines et notamment au "Lorraine" qui équipèrent les véhicules de Chrysler Corp. Puis, à la fin de 1984, Chrysler fabriquera dans des usines américaines une petite gamme de conception française, produite à partir d'éléments techniques américains.

Cette voiture sera commercialisée par les deux marques avec des carrosseries différentes. Enfin, les deux groupes intensifieront leurs échanges d'organes : joints homocinétiques vendus par P.S.A. à Citroën, et inversement, les équipements électroniques livrés par le groupe français aux filiales du groupe français (Peugeot, Citroën et Talbot).

Un quitte ou double ?

Un quitte

ou double ?

Ils se risquent pour 10 millions de dollars, (environ 410 milliards de francs), soit un peu moins que ce qu'aurait coûté le pétrole de ce paquet de l'école des négociés de la rue de la Harpe (107 millions de francs). Mais les deux ont donné P.S.A. gagnant.

Il n'y a pas de doute que l'accord de coopération qu'il vient d'établir soit mené à son terme. En effet,

Lorraine — largement — ~~alle~~ — par
~~des~~ ~~publics~~ ~~d'ailleurs~~, — les
 moteurs Diesel qu'elle compte vendre à
 Chrysler, ~~pour~~ à la future petite
 voiture, qui sera produite outre-
 Atlantique, les ~~usines~~ sont déjà
 terminées, on en ~~est~~ au stade ~~de~~
~~des~~ ~~son~~ développement et son
 adaptation aux normes américaines
 ne suppose ~~pas~~ aucune charge
 financière importante. Les échanges
 d'organes ~~prévus~~ permettront, ~~un~~
 surcroît, aux ~~usines~~ ~~de~~ renforcer
~~leurs~~ ~~points~~ faibles ; ~~mais~~ ~~une~~ incomplète de la

nécessaires pour bénéficier de
 l'Etat, les promesses. Ces cas
 Chrysler Corp. et d'autres.
 prêt de P.S.A. la coopération
 inversion peut se développer. Ou,
 l'inverse, l'Américain, un
 pétrolière, les difficultés financières
 auxquelles il se débat depuis
 quelques années, à passer d'un
 et fait fétillie. Les espoirs d'une
 coopération ne sont pas
 oléa. Mais P.S.A. de
 100 pour cent, les 1,8 mil-
 lion d'actions détenues par Chrysler
 qu'il détient jusqu'à présent.
 juste titre - les voir
 mais, même étrangement, il sur-

lui ☐ perspectives ☐ all
☐ sur un marché où
 détax. ☐ ayant une excellen
 réputation, n'ont jusqu'ici qu'un
 diffusion confidentielle, ☐ ceci sa
 grands traits. Les ☐ réseaux
 Atlantique resteront, ☐ tout
☐ séparée, ce qui ☐ P.S.
☐ désamorce ☐ d'un
☐ ultérieure ☐ Chrysler.
☐ la coopération ☐ d'u
 travail, ☐ développ
 sans qu'il soit nécessaire d'envoy
☐ capitaux considérables : P.S.
 peut d'ores ☐ déjà, produ
☐ investissements supplémentaires
☐ que ☐ déjà programmés

conception des « petites » voitures pour Chrysler, défilance dans le monde — à titre crucial — de l'électrique automobile pour P.S.A. Le groupe français fait donc un pari, et gagne un quinqué au début. Mais un pari aux conséquences limitées, et nous en connaissons, de toute façon, le résultat : avant trois mois, à Paris pour faire passer la loi, dans les autres pays d'Europe, plus que les 100 millions de francs qu'il aurait fallu, duquel s'il arrive, débours pour éviter l'arrêt d'un « monde » dans son capital.

Conquis « l'initiative M. Davignon, commissaire à politique industrielle, « la Communauté », « le sommet » l'électronique européenne », « le premier du genre. Il rassemblera autour de lui plus hauts représentants des plus hautes entreprises des groupes Siemens et Nixdorf (R.F.A.), C.G.E. Thomson (C.F.) Honeywell Bull (France), I.C.L. de Plessy (Grande-Bretagne), Olivetti (Italie) et Philips (Pays-Bas). Cette réunion sera analysée par les fonctionnaires de Bruxelles et l'évolution du marché de la télématique en Europe.

Dans un document publié 23 novembre, les services de M. Davignon s'inquiétaient de l'absence de l'industrie européenne

Le danger est pressant

■ Les nombreuses réunions entre les administrations concernées (P.T.T., ...) ont déjà lieu à Bruxelles, ... on ... en ... à engager l'ouvrage ... marchés publics ... les constructeurs européens. On travaille ... les projets de réseaux télématiques communs ... neufs pays donnaient ... à plusieurs ... de données européennes.

Or la définition de ... par une conception ... les industries intéressées. L'idéal serait évidemment de parvenir à ... gammes de produits ... matière de télématique. ... à l'Europe on n'en ... à l'Europe.

d'importants développements
cours de la prochaine décennie.
« L'Europe aille s'en prendre
conscience qu'elle est un marché
exploité-que à l'extérieur. Actuel-
lement, elle représente le tiers du
marché mondial des télécommu-
nications, 30 % du marché des
ordinateurs, 80 % du marché des
matériaux électroniques. Ces
deux derniers secteurs commencent
à connaître une croissance sans
précédent, de près de 10 % par an, dans les pro-
chaines années. Or le marché
européen est couvert par l'informa-
tique et les composants pour plus
de 10 % de la production nationale
européenne. Pourtant, les mathé-

Tous ces sujets devraient être évoqués au cours de la réunion

de coexistență bilaterală cu cei din
la noi. Ei le risicau să împo-
zeze la noi grandoa progresele
oale. Într-o formă înmulțită
de către C.E.S., țara
noastră e, la C.E.S., țara

« On vendrait... à savoir
« l'on peut espérer d'une
« concertation, qui vise, qu'on
« recueille au nord, à tenter de mesurer
« les conséquences économiques
« péennes qui...
« affronter des concurrents américains,
« chinois et japonais. Les constructeurs
« européens accepteraient-ils
« toutes les règles du jeu ?
« L'absence d'entente... ont multiplié
« les tentatives de coopération avec
« les japonais et américains.
« ne ? Le...
« si pu avoir lieu semble indiquer
« la plus totale évolution...
« vrai lieu de danger se pressant... »

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

L'immobilier

terrains
terrains



TERRAINS A BATIR

(concession sur la zone **IMM** d'équipement)

* 3 KILOMÈTRES DU R.E.R. GEF-SUR-YVETTE

contrats à la carte ou lots **ENTRÉE**
 et **habitat** de 60 à 200 m² à partir de 243 000 F
 toutes taxes comprises.

AGENCE DA CRESVY - 3 - 734 - 912-15-12.

GROUPE GEGOFFA

trains des régions
 industrielles et
 de LOTISSEMENTS. Paiement
 échelonné. Les clients
 de la zone **MATIGNY**
 ont droit à une réduction
 de 10%.

Part. sur **IMM** R.E.R. 1980
Super 1000 m² pavill.
IMM villa b-7 b. 240 m² H.C.
 b. 240 m² H.C.
 b. 240 m² H.C. 60-70-75-80-85-90-95-100-105-110-115-120-125-130-135-140-145-150-155-160-165-170-175-180-185-190-195-200-205-210-215-220-225-230-235-240-245-250-255-260-265-270-275-280-285-290-295-300-305-310-315-320-325-330-335-340-345-350-355-360-365-370-375-380-385-390-395-400-405-410-415-420-425-430-435-440-445-450-455-460-465-470-475-480-485-490-495-500-505-510-515-520-525-530-535-540-545-550-555-560-565-570-575-580-585-590-595-600-605-610-615-620-625-630-635-640-645-650-655-660-665-670-675-680-685-690-695-700-705-710-715-720-725-730-735-740-745-750-755-760-765-770-775-780-785-790-795-800-805-810-815-820-825-830-835-840-845-850-855-860-865-870-875-880-885-890-895-900-905-910-915-920-925-930-935-940-945-950-955-960-965-970-975-980-985-990-995-1000-1005-1010-1015-1020-1025-1030-1035-1040-1045-1050-1055-1060-1065-1070-1075-1080-1085-1090-1095-1100-1105-1110-1115-1120-1125-1130-1135-1140-1145-1150-1155-1160-1165-1170-1175-1180-1185-1190-1195-1200-1205-1210-1215-1220-1225-1230-1235-1240-1245-1250-1255-1260-1265-1270-1275-1280-1285-1290-1295-1300-1305-1310-1315-1320-1325-1330-1335-1340-1345-1350-1355-1360-1365-1370-1375-1380-1385-1390-1395-1400-1405-1410-1415-1420-1425-1430-1435-1440-1445-1450-1455-1460-1465-1470-1475-1480-1485-1490-1495-1500-1505-1510-1515-1520-1525-1530-1535-1540-1545-1550-1555-1560-1565-1570-1575-1580-1585-1590-1595-1600-1605-1610-1615-1620-1625-1630-1635-1640-1645-1650-1655-1660-1665-1670-1675-1680-1685-1690-1695-1700-1705-1710-1715-1720-1725-1730-1735-1740-1745-1750-1755-1760-1765-1770-1775-1780-1785-1790-1795-1800-1805-1810-1815-1820-1825-1830-1835-1840-1845-1850-1855-1860-1865-1870-1875-1880-1885-1890-1895-1900-1905-1910-1915-1920-1925-1930-1935-1940-1945-1950-1955-1960-1965-1970-1975-1980-1985-1990-1995-2000-2005-2010-2015-2020-2025-2030-2035-2040-2045-2050-2055-2060-2065-2070-2075-2080-2085-2090-2095-2100-2105-2110-2115-2120-2125-2130-2135-2140-2145-2150-2155-2160-2165-2170-2175-2180-2185-2190-2195-2200-2205-2210-2215-2220-2225-2230-2235-2240-2245-2250-2255-2260-2265-2270-2275-2280-2285-2290-2295-2300-2305-2310-2315-2320-2325-2330-2335-2340-2345-2350-2355-2360-2365-2370-2375-2380-2385-2390-2395-2400-2405-2410-2415-2420-2425-2430-2435-2440-2445-2450-2455-2460-2465-2470-2475-2480-2485-2490-2495-2500-2505-2510-2515-2520-2525-2530-2535-2540-2545-2550-2555-2560-2565-2570-2575-2580-2585-2590-2595-2600-2605-2610-2615-2620-2625-2630-2635-2640-2645-2650-2655-2660-2665-2670-2675-2680-2685-2690-2695-2700-2705-2710-2715-2720-2725-2730-2735-2740-2745-2750-2755-2760-2765-2770-2775-2780-2785-2790-2795-2800-2805-2810-2815-2820-2825-2830-2835-2840-2845-2850-2855-2860-2865-2870-2875-2880-2885-2890-2895-2900-2905-2910-2915-2920-2925-2930-2935-2940-2945-2950-2955-2960-2965-2970-2975-2980-2985-2990-2995-3000-3005-3010-3015-3020-3025-3030-3035-3040-3045-3050-3055-3060-3065-3070-3075-3080-3085-3090-3095-3100-3105-3110-3115-3120-3125-3130-3135-3140-3145-3150-3155-3160-3165-3170-3175-3180-3185-3190-3195-3200-3205-3210-3215-3220-3225-3230-3235-3240-3245-3250-3255-3260-3265-3270-3275-3280-3285-3290-3295-3300-3305-3310-3315-3320-3325-3330-3335-3340-3345-3350-3355-3360-3365-3370-3375-3380-3385-3390-3395-3400-3405-3410-3415-3420-3425-3430-3435-3440-3445-3450-3455-3460-3465-3470-3475-3480-3485-3490-3495-3500-3505-3510-3515-3520-3525-3530-3535-3540-3545-3550-3555-3560-3565-3570-3575-3580-3585-3590-3595-3600-3605-3610-3615-3620-3625-3630-3635-3640-3645-3650-3655-3660-3665-3670-3675-3680-3685-3690-3695-3700-3705-3710-3715-3720-3725-373

[illegible][illegible]

maisons de campagne

15 km PONTREUIL
100 m. JARDIN, 200 m. P.
arpe au terrain, vd. te-
nue, 100 m. JARDIN, 200 m.
accasions. Urgent m'arrê-
ter. 011 45 45 45 45

15 km PONTREUIL
100 m. JARDIN, 200 m. P.
arpe au terrain, vd. te-
nue, 100 m. JARDIN, 200 m.
accasions. Urgent m'arrê-
ter. 011 45 45 45 45

formules

YONNE

REIN PERRETTE
100 m. JARDIN, 200 m. P.
arpe au terrain, vd. te-
nue, 100 m. JARDIN, 200 m.
accasions. Urgent m'arrê-
ter. 011 45 45 45 45

immovables

ACHETÉ 200 m. de la
100 m. JARDIN, 200 m. P.
arpe au terrain, vd. te-
nue, 100 m. JARDIN, 200 m.
accasions. Urgent m'arrê-
ter. 011 45 45 45 45

châteaux

ACHETÉ 200 m. de la
100 m. JARDIN, 200 m. P.
arpe au terrain, vd. te-
nue, 100 m. JARDIN, 200 m.
accasions. Urgent m'arrê-
ter. 011 45 45 45 45

Officiers ministériels

et Ventes
par Adjudication

ENSEMBLE DE BUREAUX ET DE PARKINGS
dans un immeuble à PARIS (13^e)
RUE DE TOLBIAC N° 101
LIBRES

1^{er} lot : Ensemble de bureaux au r.-de-chauss.
MISE AU PRIC : 100 000 F. (100 000 F.)

2^e lot : Ensemble de bureaux au 1^{er} étage
MISE AU PRIC : 100 000 F. (100 000 F.)

et 4 LOTS de 4 PARKINGS
MISE AU PRIC : 100 000 F. (100 000 F.)

LESSEURS : M. et M^{me} **LE SODIC, DESORGES, avocats à PARIS (7^e).**
M. et M^{me} **ABRIS-THOMAS, av. 251-21-23, rue de la Grande Portière**
M. et M^{me} **LE TINGUET, 10, rue de la Grande Portière, PARIS, NANTERRE, SEINE-ET-LOIRE**
M. et M^{me} **GRETEL, 1^{er} Potteuse du CHATEAU-ROUGE, PARIS, FRANCE**
M. et M^{me} **de la CREULAY, 10, rue de la Grande Portière, PARIS, FRANCE**

[illegible][illegible]

SOCIAL

Le pouvoir d'achat des salaires bruts des cadres sera maintenu en 1980 déclare M. Giscard d'Estaing à la C.G.C.

« J'ai l'impression d'avoir été entendu », a estimé M. Jean-Marc Giscard d'Estaing, président de la C.G.C., après son entretien du 6 février avec le président de la République.



(Dessin de CHENET.)

Ce dernier, répondant à certaines questions de la presse, a déclaré que le pouvoir d'achat des salaires bruts des cadres sera maintenu en 1980. M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'y avait pas de raison de porter atteinte au pouvoir d'achat des cadres, mais qu'il était nécessaire de maintenir le pouvoir d'achat des salaires bruts des cadres. Il a également déclaré que le pouvoir d'achat des salaires bruts des cadres sera maintenu en 1980.

L'injustice du système fiscal français

Le président de la Fédération française des chimistes (F.F.C.) a déclaré que le système fiscal français est injuste. Il a déclaré que le système fiscal français est injuste car il ne tient pas compte de la situation des salariés. Il a également déclaré que le système fiscal français est injuste car il ne tient pas compte de la situation des salariés.

même sans parler anglais, vous pouvez bien comprendre les

avec les circuits accompagnés

Camino

Organisateur de voyages spécialistes des Etats-Unis

- 6 circuits plus complets,
- programmes des deux semaines combinables entre eux,
- nombreux départs garantis toute l'année,
- accompagnateurs français,
- prix non révisables,
- si paiement total à l'inscription.

Inscription auprès de votre Agent de Voyages.

coupons à retourner à

CAMINO, 21 rue A. Cherperier
75017 Paris - Tél. 755.77.00

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

17, rue St-Florentin - 75008 PARIS

Camino à la Semaine Mondiale du Tourisme Niveau 3 - Stand ETATS-UNIS

Les dépenses d'assurance-maladie ont progressé de 16,2 % en un an

Les dépenses d'assurance-maladie de la caisse des malades ont augmenté, en 1979, à un rythme plus faible que celui observé en 1978 (+ 15,2 % au lieu de + 17,5 %). Mais l'effort entre en compte de croissance est celui de la masse salariale servant d'assiette aux cotisations (+ 13,2 %) demeure toujours important.

Pour l'année 1979, les dépenses de la Caisse d'assurance-maladie des salariés (C.A.M.) ont atteint 107,6 milliards de francs, soit 10,9 % de plus qu'en 1978. Les dépenses de la C.A.M. ont progressé de 16,2 % en un an.

En bref

Grâce à l'occupation chez Puib-Marcou, pour protester contre les mauvaises conditions d'hygiène.

Un groupe d'occupants chez Puib-Marcou, pour protester contre les mauvaises conditions d'hygiène.

L'ÉQUIPAGE D'UN CARGO GREC SE MET EN GRÈVE À SAINT-MALO

Remmes. — Les trente-quatre hommes d'équipage d'un cargo grec, le "Remmes", ont décidé de se mettre en grève à Saint-Malo. Ils ont décidé de se mettre en grève à Saint-Malo.

Voire Capital-Diamant en toute sécurité

Capital-Diamant en toute sécurité. Votre Capital-Diamant en toute sécurité.

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ
DIRECTION FINANCIÈRE - SERVICE CONTRATS
TELEX N° 11666

APPEL D'OFFRES N° 971

POUR LA CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE ADMINISTRATIF

APPEL D'OFFRES N° 972

POUR LA CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE ADMINISTRATIF

UNION DE DIAMANTAIRES

Union de Diamantaires. Union de Diamantaires.

La C.G.T. annonce une relance de l'action pour la seconde quinzaine de février

Les dirigeants de la C.G.T. ont annoncé devant la presse, le 6 février, les décisions prises la veille par la commission exécutive confédérale. Ils ont une nouvelle fois condamné l'attitude de la C.F.D.T. commandée, selon eux, par son "recul", et ils ont rejeté sur elle l'échec de la rencontre du 29 janvier.

La C.G.T. a annoncé qu'elle relance son action pour la seconde quinzaine de février. Elle a annoncé qu'elle relance son action pour la seconde quinzaine de février.

La C.G.T. a annoncé qu'elle relance son action pour la seconde quinzaine de février. Elle a annoncé qu'elle relance son action pour la seconde quinzaine de février.

L'échec de la rencontre du 29 janvier

M. Séguin a déclaré que la rencontre du 29 janvier a été un échec. Il a déclaré que la rencontre du 29 janvier a été un échec.

NOUVEAU APPEL À LA GRÈVE DANS LES P.T.T.

L'appel à la grève lancé par la C.G.T. dans les services publics a été relayé par la C.F.D.T. L'appel à la grève lancé par la C.G.T. dans les services publics a été relayé par la C.F.D.T.

GRÈVE TRÈS SUIVIE AUX AÉRIENNES DE POMPEY D'ALZAY

Grève très suivie aux Aériennes de Pompey d'Alzay. Grève très suivie aux Aériennes de Pompey d'Alzay.

LE « KORRIGAN » SERA TRANSFORMÉ AU JAPON

Le "Korrigan" sera transformé au Japon. Le "Korrigan" sera transformé au Japon.

CONSTRUCTION NAVALE

Construction navale. Construction navale.

LE « KORRIGAN » SERA TRANSFORMÉ AU JAPON

Le "Korrigan" sera transformé au Japon. Le "Korrigan" sera transformé au Japon.

CONSTRUCTION NAVALE

Construction navale. Construction navale.

RASSE
DU COMM

G

Soignée

Rassemble

Personne ne pe

avant des peins

sans qu'ont fait, et

jours, malgré la so

prise dont la créa

vent à plusieurs q

ces foyers sans jo

font sans avenir

est tout naturel

prise familiale et

viennent grossir le

meurs.

Si le petit comm

venaient à dispara

un pan de la nation

Si un petit comm

artisan trouvait, m

prunter au taux ac

ne ferait que s'ent

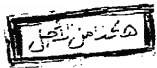
Il faut donc cré

Commerce et de l

capital proviendrait

libaire exceptionn

prélevé une fois



(Publicité)

RASSEMBLEMENT NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

des villes et des campagnes

GÉNÉRAL DE BÉNOUVILLE,

Président
député de Paris.

MARCEL DASSAULT,

Premier secrétaire
député de l'Oise.

**Soixante-deux députés, de différentes formations,
ont déjà adhéré au
Rassemblement National du Commerce et de l'Artisanat**

Personne ne peut rester insensible devant ces petits commerçants et artisans qui ont fait, et font faillite tous les jours, malgré la solidité de leur entreprise dont la création remontait souvent à plusieurs générations, devant ces foyers sans joie, devant ces enfants sans avenir qui auraient pris place tout naturellement dans l'entreprise familiale et qui, aujourd'hui, viennent grossir le nombre des chômeurs.

Si le petit commerce et l'artisanat venaient à disparaître, ce serait tout un pan de la nation qui s'effondrerait.

Si un petit commerçant ou un petit artisan trouvait, en ce moment, à emprunter au taux actuel de 16 à 18 %, il ne ferait que s'enfoncer davantage.

Il faut donc créer une Caisse du Commerce et de l'Artisanat, dont le capital proviendrait d'un impôt de solidarité exceptionnel sur la fortune, prélevé une fois pour toutes. Cette

Caisse serait ainsi en mesure de consentir des prêts au taux de 3 % l'an.

Ces prêts permettraient aux petits commerçants et artisans, ainsi qu'aux petits industriels et agriculteurs, de redresser leur entreprise, ou d'en créer de nouvelles, plus tard de payer les intérêts et enfin de rembourser le capital que la Caisse prêterait de nouveau à d'autres entreprises.

Lors de la prochaine session de printemps, notre Rassemblement, sous la signature de ses soixante-deux adhérents, déposera sur le bureau de l'Assemblée Nationale une proposition de loi pour faire aboutir ce projet.

En outre, il serait souhaitable que la Caisse du Commerce et de l'Artisanat soit autorisée à consentir des prêts aux communes, toujours au taux de 3 %, pour restaurer leurs petites églises, joyaux de nos campagnes.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

De notre correspondant

Le comité a proposé d'inscrire dans le budget une ligne financière en vue de l'ouverture d'un crédit relatif à l'exploitation du bassin minier des Oèvesmes. Il s'agit notamment de la récupération du puits de Ladrecht (qui produit de l'antracite domestique), dont les syndicats unanimes réclament la remise en service. — R. R.

Languedoc - Roussillon

UNE LIGNE POUR LES CÉVENNES

(De notre correspondant.)

Moscou, 12. La proposition de budget régional élaborée par le comité économique et social du conseil régional de la région de l'Est, sous la présidence du président du conseil régional M. Philippe Laroche, a été présentée, à Paris, le 12 mars, à près de 14 millions de francs, soit 55 francs par habitant environ, à l'Assemblée nationale. Mais les représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la C.F.T.S. ont demandé que le budget de l'administration présente par le préfet de région, M. Maurice Laroche, soit de 63 francs par habitant. On attend maintenant la décision finale du conseil régional.

Le comité a proposé d'inscrire dans le budget une ligne financière pour le versement d'un complément de revenu aux salariés du bassin minier des Cévennes. Il s'agit notamment de la récupération de la part de l'impôt sur le produit de l'industrie domestique, dont les syndicats tunisiers ont obtenu la remise en service.

— R. R.

ENVIRONNEMENT

UNE SUGGESTION DE M. D'ORNANO

Les visiteurs devront-ils contribuer financièrement au « sauvetage » du Mont-Saint-Michel ?

différence peut donner une légitimité à l'action entreprise pour maintenir l'existence d'un organisme qui a été créé par le Mont-Saint-Michel, en contribuant à son financement.

« Ce projet est soutenu par le ministre de l'environnement et du cadre de vie, au cours du débat de la ligne urbaine et rurale de la Ligue urbaine et rurale. Cette dernière a été qualifiée de « sauvegarde » du Mont-Saint-Michel, dont l'ensemble a été déclaré définitivement, en 1991, « d'intérêt national ».

« Les travaux de sauvegarde des travaux de sont pas entreprise.

M. O'Donnato a précisé que l'ensemble des travaux de sauvegarde est un phénomène naturel, entraînant la destruction de certains éléments, notamment en cas de séismes, mettant en cause des énergies considérables, il serait donc difficile de les éviter.

« L'ensemble des travaux de sauvegarde est donc une action définitive : il faut donc faire des travaux de sauvegarde, car les cultures peuvent donner un coup d'arrêt à la dégradation rapide des zones littorales.

« Les travaux de sauvegarde des études menées en 1979 : il a été constaté que les travaux de sauvegarde des digues de la Roche-Torin : les travaux seraient engagés.

D'autres mises au point techniques étant nécessaires pour l'aménagement de la rivière le Couesnon, le ministre propose

BRILLANTS

COULEUR		BLANC ROUANCE		LÉGÈREMENT TEINTÉ		DIAMÈTRE
PURETÉ	V.S.	Lég. pelé	V.S.	Lég. pelé	V.S.	10° de "L"
1 essai : 0 g 20.	22 300 F	15 740 F	13 480 F	10 250 F		60/10°
2 essais, le essai	22 300 F	21 800 F	16 600 F	11 150 F		50/10°
3 essais, le essai	22 300 F	25 000 F	19 000 F	12 200 F		40/10°
4 essais, le essai	41 900 F	35 000 F	29 000 F	19 000 F		30/10°
5 essais, le essai	49 800 F	34 000 F	23 500 F	15 600 F		20/10°

De l'essai le plus élevé à votre indicatif, MM. Godechot et Poulet se tiennent à votre disposition.

CODECHOT & PADLE

86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ
FAS. 34.90
ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS
PARKING BOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dim.

URBANISME

HAUSSE ACCÉLÉRÉE DES PRIX, PÉNURIE DES TERRAINS A BATIR

Le gouvernement n'a pas les moyens d'intervenir sur le marché de l'immobilier

[illegible]

L'Essonne dans la

L'Essonne dans la flambée

L'essor est le département de France qui a connu la plus forte poussée démographique. Entre 1968 et 1980, sa population est passée de cinq cent mille à plus d'un million d'habitants. Cette croissance s'est appuyée au prix d'une expansion urbaine plus ou moins maîtrisée, tout particulièrement dans sa partie nord, où la ville de Lille a su tirer parti de ce qu'elle considère qu'il s'agit de son véritable atout : la présence de terrains disponibles, qui se font d'ailleurs de plus en plus rares. Cette situation a permis au département d'obtenir de l'administration des Indications précises et fiables à cet égard. Ni même sur l'évolution des superficies de plan d'occupation des sols.

En effet, après s'être accordé plus d'une semaine de réflexion, le directeur départemental de l'équipement, M. Tedier, se contente d'indiquer, par l'intermédiaire de son secré-

« Je n'ai rien à dire sur ce moment. Il n'y a pas à consacrer un article. » Son nullement partagé par des professionnels, des consommateurs du Vincent Bataille, responsable de la société mixte, passe le plus des temps à aider les la constitution de documents plausibles.

[illegible]

AVIS FINA

Réformer la loi Galley ?

Même si on n'a jamais vu le prix du sol baisser à Paris, la loi Galley de décembre 1975 impose un plafond d'agrandissement (P.L.U.) aux objets d'attache répétées.

En voulant partager entre le vendeur et la collectivité le bénéfice de la vente d'un terrain constructible (au-delà d'une densité de 1 en province et de 1,5 à Paris, la valeur des droits de construire (proportionnelle à l'activité), la loi Galley a surtout eu pour effet, dans un marché de pénurie, de ralentir encore les ventes et de provoquer le refus de pouvoir demander le prix qu'ils estiment leur être dû, et l'acheteur doit payer le dépassement du P.L.U. En plus, le permis d'urbanisme est pratiquement comme un préjugé juridique devenu une tache... qui se répète dans les prix de vente. Tous

[illegible]

MICHELLE CHAMPENOIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE : Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1962

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1970 au 31^{er} décembre 1970 sur les obligations Société Générale de France 8,40 % (ex-5 %) 1962 seront payables, à partir du 1^{er} janvier 1971, par virement sur le compte courant n° 1000, au nom de l'attaché financier du coupon n° 15 ou estampillées du certificat annuitaire, après une retenue à la source donnant droit à un avoir d'impôt de 1,58 p. 100, soit un net de 71,46 p. 100.

A compter de la même date, les 157 755 obligations appartenant à la série désignée par le lettre « A », sur les annuités du 15 décembre 1970, au 15 décembre 1971, seront payables au montant remboursable à 500 p. coupon n° 15, à la fin de l'année 1981 attaché.

CI-après sont rappelées les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :	
Amortissements 1964 : séries « J »	Amortissements 1973 : séries « H »
— 1966 : — « B »	— 1974 : — « I »
— 1968 : — « F »	— 1976 : — « L »
— 1970 : — « S »	— 1978 : — « D »

ELECTRICITE DE FRANCE : Obligations 10,60 % (ex-7,75 %) 1965

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1970 au 30 février 1980 sur les obligations Electricité de France 10,60 % (ex-7,75 %) 1965 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1980, au coupon de 585 F, soit de 400 F nominal, contre remise de la coupure. Le coupon est estampillé du montant de 400 F, avec une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,24 F (montant global : 62,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôts forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 8,35 F, soit un total de 70,75 F.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D » et « A » sont respectivement remboursables depuis le 1^{er} mars 1977 et 1979.

ELECTRICITE DE FRANCE : Obligations 11 juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1979 au 19 mars 1980 sur les obligations Electricité de France 11 juin 1977 seront payables à partir du 20 mars 1980, au raison de 90 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 10 qui est celui de la certification nominative. Après une telle source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F (montant global : 110 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 36,49 F, soit un net de 83,51 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais par les établissements de crédit agréés par l'Administration des finances et perceptions, à la Caisse d'Allocations Familiales.

Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Credit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des banques populaires, et toutes les banques populaires de France, Société centrale de banque,

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

EPARGNE-UNIR Diversification	UNI-POINTE Bact. immobilier	UNIRENTÉ Obligations	UNIFRANCE Valeurs françaises
365,01	414,22	1 152,94	197,47
659,33	238,63	341,28	1 118,36
28,18	55,32	—	47,33
33,13	24,73	73,94	21,23
28,63	1,48	1,90	1,56
10,04	12,30	23,17	2,08

CORRESPONDANCE

Camargue fragile

Après l'article intitulé « Camerague fragile : pas de construction sur un site classé » (le Monde du 16 janvier), qui relayait un jugement du tribunal de grande instance de Tarascon, M. Alain et Mme Françoise Grossi-Méric nous demandant d'apporter la précision suivante : « Nous avons fait appel du jugement et notre procès est actuellement pendu devant la cour d'Appel-en-Provence. Rien ne se trouve donc définitivement jugé. »

(Publicité)

**PLACEMENT DIAMANT
OÙ S'INFORMER?**

Le Centre d'Information Union
Diamantaires, 17 rue St-Florentin,
95008 Paris - Tél. : (1) 261.37.12, est
ouvert au public du lundi au ven-
dredi inclus de 10 h à 19 h et le
mardi de 10 h à 17 h.

STÉPHANE BUGA

SICAV DU CRÉDIT

SITUATION décembre 1978	ESPAGNE-UNIR Diversification	UNI- Sect.
Initiative (P)	365,01	
(-F.)	658,35	
de l'actif net en % ..		
- actions françaises ..	28,18	
- obligations françaises ..	33,13	
- valeurs étrangères ..	28,65	
- liquidités et divers ..	10,04	

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 FÉVRIER

La hausse d'Esso relance le marché

Plutôt orientés à la baisse au début de la séance de mercredi, principalement en raison du manque d'affaires, la Bourse de Paris a été véritablement tirée de sa léthargie, après une demi-journée de transactions, par la hausse brutale de l'action Esso (+ 8 %). Un mouvement de reprise s'est amorcé dans presque tous les compartiments, et en culture l'indice a été tiré en avant, initialement en légère baisse, enregistrant un modest gain de 0,3 % environ.

Les professionnels se sont donc un peu en conjetures sur les motifs qui ont pu provoquer la remontée relative du marché. Quel qu'il en soit, le piaz continu, le marché s'est en effet ressourcé. Mais il ne faut quand même pas compter l'absence de nouvelles surprises, en effet, ont eu lieu, à la fin de la séance, la hausse d'Esso (+ 8 %), celle de la palme, après Esso, (+ 4,8 %), et celle d'Oréal (+ 4,8 %), au-delà de laquelle le marché ne s'est pas relevé de plus de 2 % à 3 %. Toute trace de la baisse d'Esso a été effacée et une bonne conjonction de titres ont fleuri, en particulier l'indice de Bourse, qui a gagné 0,3 %, et l'indice de la Bourse, qui a gagné 0,3 %.

Bref, malgré l'indifférence constatée, les investisseurs ont continué de faire preuve d'une très grande prudence. Ce qui ne saurait surprendre, avec l'environnement international. L'autre fait saillant a été la remontée de la For. Sur les indications venues de l'étranger, le lingot a regagné tout le terrain perdu la veille, et même davantage. Il s'est en effet élevé à 890 \$, pour 880 \$ la veille. La hausse de 10 \$, pour 890 \$, a été enregistrée. Les colonnes des transactions et les groupes d'achat ont été de 15 millions de francs, contre 10 millions.

LONDRES

6 FÉVRIER

L'essor d'un règlement déformé

Après un début de séance calme, l'indice a été tiré en avant, initialement en légère baisse, enregistrant un modest gain de 0,3 % environ.

Bref, malgré l'indifférence constatée, les investisseurs ont continué de faire preuve d'une très grande prudence. Ce qui ne saurait surprendre, avec l'environnement international. L'autre fait saillant a été la remontée de la For. Sur les indications venues de l'étranger, le lingot a regagné tout le terrain perdu la veille, et même davantage. Il s'est en effet élevé à 890 \$, pour 880 \$ la veille. La hausse de 10 \$, pour 890 \$, a été enregistrée. Les colonnes des transactions et les groupes d'achat ont été de 15 millions de francs, contre 10 millions.

NEW-YORK

6 FÉVRIER

Ames forte reprise

Wall Street a connu une séance calme, l'indice a été tiré en avant, initialement en légère baisse, enregistrant un modest gain de 0,3 % environ.

Bref, malgré l'indifférence constatée, les investisseurs ont continué de faire preuve d'une très grande prudence. Ce qui ne saurait surprendre, avec l'environnement international. L'autre fait saillant a été la remontée de la For. Sur les indications venues de l'étranger, le lingot a regagné tout le terrain perdu la veille, et même davantage. Il s'est en effet élevé à 890 \$, pour 880 \$ la veille. La hausse de 10 \$, pour 890 \$, a été enregistrée. Les colonnes des transactions et les groupes d'achat ont été de 15 millions de francs, contre 10 millions.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

UNITED TECHNOLOGIES. Le 20 septembre 1979, le bénéfice net s'est élevé à 89 millions de \$, contre 85 millions de \$ l'an dernier. Le chiffre d'affaires de 1980 s'est élevé à 2,4 milliards de \$, contre 2,3 milliards de \$ l'an dernier.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS (base 100) 6 fév. 1980
Cote des actions de change
Cote des obligations de change
Cote des actions de change
Cote des obligations de change

VALEURS

Nom	Cours	Précéd.	Différence
Esso	180	168	+12
Oréal	140	135	+5
Palme	120	115	+5
For	890	880	+10
...

VALEURS

Nom	Cours	Précéd.	Différence
Esso	180	168	+12
Oréal	140	135	+5
Palme	120	115	+5
For	890	880	+10
...

VALEURS

Nom	Cours	Précéd.	Différence
Esso	180	168	+12
Oréal	140	135	+5
Palme	120	115	+5
For	890	880	+10
...

VALEURS

Nom	Cours	Précéd.	Différence
Esso	180	168	+12
Oréal	140	135	+5
Palme	120	115	+5
For	890	880	+10
...

BOURSE DE PARIS - 6 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Esso	180	168	+12
Oréal	140	135	+5
Palme	120	115	+5
For	890	880	+10
...

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Esso	180	168	+12
Oréal	140	135	+5
Palme	120	115	+5
For	890	880	+10
...

COTE DES CHANGES

MONNAIES	Cours	Précéd.	Différence
Marque	1.36	1.35	+0.01
Yen	160	158	+2
...

MARCHÉ LIBRE D'OR

OR	Cours	Précéd.	Différence
Or 24 carats	320	318	+2
Or 18 carats	240	238	+2
...

